

# le monde Libertaire

hebdô

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 486 JEUDI 5 MAI 1983 8,00 F



Fpp. 2520

GALA À BEAUVAIS AVEC LÉO FERRÉ

Le groupe libertaire de Beauvais et les associations APPA et AEC organisent un gala avec Léo Ferré, au Théâtre municipal de Beauvais, le mercredi 11 mai 1983, à 21 h. Les billets sont disponibles en Picardie aux points suivants (65 F) : - Compiègne : Centre culturel de Compiègne et du Vexin (CACCV) ; - Méru : Maison des jeunes et de la culture ; - Beauvais : Syndicat d'initiative, rue Carnot ; Music-Lover, disquaire, rue Gambetta ; APPA, BP 227, 60009 Beauvais Cedex. De plus, cinquante billets sont disponibles à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris-11e.

Sommaire

PAGE 2
Activité des groupes FA
PAGE 3
Editorial
1er Mai 1983
En bref
Du renforcement de la police
PAGE 4
Viticulture
Dioxine
Aménagement...
PAGE 5
Panne à lumière à l'AGECA

PAGES 6 et 7
Ecole ouverte
PAGE 8
Allemagne : nouveau fichage
Sous la croix gammée, le capital
La répression contre Mulinaris
PAGE 9
Informations internationales
PAGE 10 et 11
Expression
PAGE 12
Mitterrand et le Nord
Un mai à l'envers...

PERMANENCES DES GROUPES F.A.

Groupes de Caen : permanences et table de presse le vendredi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.
Groupe « Albert Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du CEAC, au 1 bis, rue Gramat, le samedi de 15 h à 18 h 30.
Groupe du Morbihan : permanences tous les vendredis de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray.
Liaison Bas-Rhin : permanence chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au Restaurant universitaire « Paul Appel », à Strasbourg et le dernier jeudi du mois, à partir de 20 h, au CARDEK, 13, rue du Général-Zimmer, à Strasbourg.
Liaison FA de Guingamp : permanence au local du CES, au centre culturel de Pors Anguen, les deuxième et quatrième mercredis du mois, de 20 h à 21 h.
Groupe de Noyon : permanence le 1er jeudi du mois, sous-sol de la mairie de Noyon, de 20 h 30 à 22 h 30 environ.
Groupe Michel Bakounine : permanence tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.
Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules Tellier (en face du parking Franklin), 76600 Le Havre.
Groupe du 11e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinal c/o BP 7, 80330 Longueueu.
Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-L.P., Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Brunne à Cadillac (au-dehors de l'ancien CES).
Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15e), métro boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.
Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.
Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.
Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.
Groupe d'Anizy-le-Château : permanence les lundis, de 19 à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).
Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20e. Permanences les 1er et 3e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.
Groupe d'Aubenas : de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
Groupe Louise-Michel : permanence le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert Planquette, Paris-18e.
Groupe de Beauvais : permanence le 1er mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.
Liaison d'Aix-en-Provence : permanence tous les mercredis, de 14 à 17 h, dans le hall de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
Liaison Brunoy : permanence au Foyer social : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.
Groupe de Lille : tous les mercredis (excepté pendant les vacances) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq ; tous les jeudis (sauf pendant les vacances), de 12 h 30 à 13 h 45, dans la cafétéria de l'IUT Carrières sociales, 9, rue Angelier à Lille ; tous les premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue de Fontenoy, à Lille (tél. : (20) 53.85.23).
Liaison de Lyon : permanence les deuxièmes et quatrièmes mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

COMMUNIQUÉS

- En vue de l'obtention de l'abrogation du protocole Hernu/Savary, un collectif s'est constitué sur Romans. On peut le contacter à la permanence du groupe des objecteurs (le GODA), tous les mardis, de 16 h 30 à 18 h, MJCR Martin-de-Romans.
Le groupe « Albert Camus » de Toulouse tient une permanence tous les samedis, de 15 h à 18 h 30, dans les locaux du CEAC, au 1 bis, rue Gramat, à Toulouse.
Un comité de lutte pour l'abrogation du protocole d'accord Hernu/Savary est en voie de constitution à Angoulême. Pour tout contact, écrire au RI qui transmettront.
La liaison Bas-Rhin de la Fédération anarchiste tiendra un stand lors de la fête organisée par le Rassemblement écologique de la Noder (REN), le samedi 7 mai, à partir de 17 h, à Oberhoffen (ancien gymnase).
Un groupe est en formation au Puy (43 Haute-Loire). Les libertaires de la région intéressés peuvent écrire au RI qui transmettront.

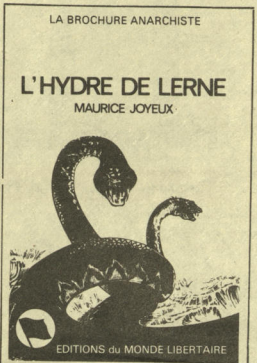
ROCHEFORT

Le jeudi 19 mai, à 21 h, maison des syndicats, 2, rue Tréville, le groupe Michel Bakounine organise une réunion-débat sur le thème : Les Anarchistes et l'alternative. Lors de cette réunion, un montage audiovisuel sur l'Espagne libertaire vous sera présenté.

ROCHEFORT

Le jeudi 2 juin, à 21 h, maison des syndicats, 2, rue Tréville, le groupe Michel Bakounine organise une réunion publique sur le thème : Non aux accords Hernu/Savary, non à la symbiose armée-éducation, non à la militarisation.

Le Secrétariat Histoire recherche toute personne ayant bien connu Fernand Planche et pouvant l'aider dans ses recherches. Le contacter à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris-11e, tél. : 805.34.08.



Brochure éditée aux Editions du Monde libertaire. Prix : 15 F.

TOULOUSE

Le groupe « Albert Camus » de Toulouse organise une réunion-débat sur le thème : L'enfermement (carcéral, psychiatrique, etc.) le samedi 7 mai, à 15 h, dans les locaux du CEAC, au 1 bis, rue Gramat, à Toulouse.

BONDY

Le groupe Sevrans-Bondy de la Fédération anarchiste organise le vendredi 6 mai 1983 une réunion d'information sur le protocole d'accord Hernu/Savary. Cette réunion se tiendra à 20 h 30 au centre Alfa, 3, allée des Pensées à Bondy (93). Les enseignants, élèves, parents d'élèves, etc. y sont cordialement invités pour envisager les actions à mener en vue de l'abrogation de ce protocole d'accord.

MARSEILLE

Le jeudi 12 mai, à 21 h, le groupe libertaire de Marseille organise un débat sur : Nestor Makhno et la révolution russe, en son local : 3, rue Fontaine de Caylus. Avec la présence d'Alexandre Skirda qui présentera son livre (au prix de souscription de 80 F).

PARIS

Dorénavant, le groupe libertaire du 11e arrondissement de Paris organisera chaque année une série de réunions-débats ouvertes à ses sympathisants et amis. Seront proposés différents thèmes dont le premier sera : Radio-Libertaire, la Voix sans Maître (des animateurs de Radio-Libertaire seront présents). Cette réunion se tiendra le vendredi 6 mai à 20 h 30, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris-11e (métro Alexandre-Dumas).

Permanence des Relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot, Paris-11e (m° République), tél. : 805.34.08.

- Le groupe de Lille de la FA vient d'éditer un tract et une brochure d'information sur la loi Savary-Schwartz et le protocole d'accord Hernu-Savary. - Prix du tract : 95 F les mille, 55 F les cinq cents, 26 F les deux cents (frais de port compris). - Prix de la brochure : 6 F (+ 10% de frais de port).
Le groupe E. Pouget (vallée de Chevreuse) organise, tous les premiers mardis de chaque mois, un exposé-débat pour ses sympathisants. Ces réunions se dérouleront à l'Orangerie du château de la Pacaterie, 11, rue Charles de Gaulle, à Orsay. Réunion-débat le 7 juin sur l'individualisme, l'anarcho-syndicalisme et le communisme libertaire.
A l'initiative du groupe Fresnes-Antony, une réunion de travail aura lieu le mardi 10 mai, à 20 h, salle de la Rue de la Fontaine (mairie de Fresnes, bus 187) en vue d'organiser une campagne pour l'abrogation du protocole d'accord Hernu/Savary.
Vous habitez Chelles, Neuilly-sur-Marne, Gagny ou ses environs. Vous désirez connaître les propositions anarchistes, participer à la lutte pour l'abrogation du protocole d'accord Hernu/Savary ou encore être informé sur Radio-Libertaire : prenez contact avec le groupe Sacco-Vanzetti. Pour tout contact : P. Bedos, BP 44, 93330 Neuilly-sur-Marne. Vous pouvez également nous rencontrer chaque dimanche, de 10 h à 12 h, à l'entrée principale du marché de Chelles.

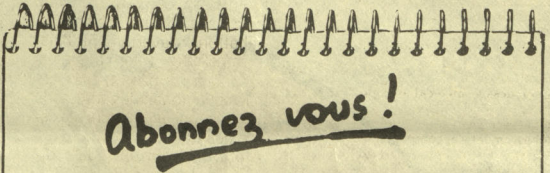


Table with columns: France, Sous plus fermé, Etranger, and Réduction-Administration. Rows for 3, 6, and 12 months.

BULLETIN D'ABONNEMENT form with fields for Name, Address, City, Postal Code, and Payment Method.

Rédaction-Administration 145, rue Amelot Paris 11e Directeur de publication Maurice Joyeux Commission paritaire n° 55 635 Imprimerie « Les Marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20e Dépôt légal 44 149 - 1er trimestre 1977 Routage 205 - Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse

en bref...en bref...

DU RENFORCEMENT DE LA POLICE

• La Ligue des droits de l'homme nous fait savoir dans un communiqué qu'elle est choquée par le vote de l'Assemblée nationale de la loi autorisant la prise des empreintes digitales et la photographie de personnes interpellées à l'occasion d'un contrôle d'identité. Elle demande donc l'« abrogation » de l'amendement 66 sur les contrôles d'identité.

• Un collectif contre le protocole d'accord Henu/Savary s'est constitué à Angers. Il est composé du SGEN-CFDT 49, du MAN, du Groupe antimilitariste, de la Coordination des objecteurs et d'individus. Il tiendra un meeting public le mercredi 18 mai, à 20 h 30, à la Maison pour tous de la Roseraie d'Angers. Pour tout contact : Collectif contre le protocole Henu/Savary, 17, rue des Poëliers, 49000 Angers.

• Une partie des personnels d'Eurotechnique (usine fabriquant des composants électroniques) est en grève. La CFDT et la CGT sont parties prenantes de la grève. Les revendications de ces travailleurs portent sur des problèmes de coefficients non respectés ou d'augmentation de salaire. La direction se refuse à tout dialogue. Affaire à suivre... Pour plus de renseignements : Corominas Christine, l'Ermitage, Chemin du Petit Barthélémy, 13090 Aix.

• Le mouvement d'objecteurs de conscience OP20 nous signale, dans un communiqué, sa déception résultant du nouveau projet de loi sur le statut d'objection. « Pas plus qu'une commission, un ministre, fût-il celui de la Défense, ne peut sonder la conscience d'un individu ». L'OP20 est choqué du peu d'intérêt porté par le gouvernement aux commissions consultatives créées par lui-même.

• La Haute Autorité de l'audiovisuel veut intégrer Radio-Voca (radio d'expression des Guadeloupéens, Guyanais et Martiniquais) à une autre radio, antillaise, créée spécialement pour contrer Radio-Voca. Cette dernière s'y oppose farouchement. Ses buts : combattre le racisme, développer la solidarité, rassembler les intérêts des originaires des Caraïbes vivant en France, défendre l'histoire culturelle de leur pays.

• Le journal *L'Impatient* (mensuel de défense et d'information des consommateurs de soins médicaux) lance une pétition pour obtenir le libre accès au dossier médical, obtenir copie de toute pièce de son dossier médical et exige que le transfert d'un patient dans un autre service ou un autre établissement s'accompagne obligatoirement du transfert de son dossier dans le nouveau service. Pour tout renseignement, s'adresser à *L'Impatient*, 9, rue Saulnier, Paris-9<sup>e</sup>.

• Le Groupe libertaire espérantiste de la région parisienne organise une réunion de travail. Le 28 mai à 10 h, à Sat-Sidejo, 67, avenue Gambetta, Paris-20<sup>e</sup>. Ordre du jour : Liberecana Ligilo, Radio-Esperanto, etc.

• L'Union locale de Paris de la Confédération nationale du travail organise le 7 mai à 15 h, au 33, rue des Vignoles, Paris-20<sup>e</sup>, un débat sur l'accord Henu/Savary (avec projection d'un montage audiovisuel sur ce thème). Ce montage, réalisé par l'UL de Montpellier, dure une vingtaine de minutes (80 diapos environ).

**D** IMANCHE 24 avril — 13 h — Attentat contre les locaux du Syndicat national des policiers en tenue (SNPT).

Oh, nous ne défendons pas l'institution policière. Lors des perquisitions, rafles dans les manifestations, poursuites contre nos idées de liberté et de justice, nous côtoyons trop souvent ces individus pour avoir la moindre sympathie à leur égard.

Du jeune cow-boy qui n'hésite pas à sortir son arme contre des colleurs d'affiches au commissaire dont l'interrogatoire a pour unique but de trouver une tête, quelle qu'elle soit, en passant par l'ivrogne analphabète, ces hommes d'armes sont des dangers, racistes et proches des thèses fascistes pour la plupart. Et comment pourrait-il en être autrement ? Quelle mentalité peut-on avoir lorsqu'on accepte de passer sa vie à faire respecter le pouvoir, l'exploitation, la domination, l'inégalité ? Qui, parmi les lecteurs de ce journal, accepterait d'avoir la possibilité d'enfermer quelqu'un pendant plusieurs jours sans motif autre que le « garder à vue » parce que son allure, sa gueule... ? Qui accepterait que son chef l'autorise à assassiner comme l'a fait Defferre il n'y a pas si longtemps ? Qui accepterait d'exercer un « métier » sur lequel toute critique est passible de peine (nous en savons quelque chose) ?

Oui, l'unique rôle de la police est bien de défendre les valeurs en place : l'Etat, le pouvoir et cet esclavage que l'on nomme salariat. Seuls les imbéciles et les politiciens peuvent « s'étonner » de trouver dans ce genre d'emploi un concentré de nostalgiques du pas de l'oie. Et qu'on ne vienne pas nous opposer le rôle humanitaire de police-secours ou des CRS des bords de plage. Tout un chacun sait pertinemment que leur existence n'a pour but que de faire avaler plus facilement matraques, bavures et atteintes quotidiennes au droit de liberté. Tout un chacun sait que des médecins convenablement équipés seraient cent fois plus préférables aux képis ignorants et incapables.

Tout ceci, nous l'avons déjà dit et nous ne sommes pas prêts à nous taire. Nous, anarchistes, combattons ouvertement l'institution policière, autant que nous combattons l'armée et, plus généralement, toutes les forces de répression qui permettent l'existence des Etats.

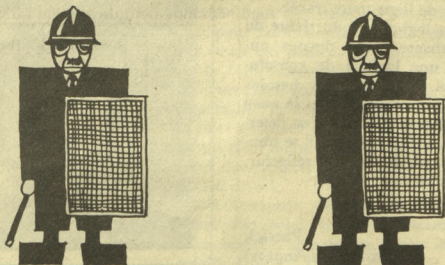
Alors, l'attentat de dimanche : des anarchistes ? Ben voyons. Réponse d'autant plus facile qu'un A cerclé avait été peint dans la cage d'escalier. Mais raisonnons un peu. Qui peut penser qu'agir de la sorte, c'est combattre la police ? Bien

au contraire. Un tel acte ne peut avoir comme conséquence que le renforcement de l'idéologie sécuritaire prônée par la droite alliée à l'extrême droite ; le renforcement des thèses de Francesci et de son fichier de cent mille terroristes en France, le renforcement de tous ceux qui, à droite, réclament un filic par citoyen, de l'accord par Mitterrand de l'interconnexion des fichiers des polices d'Europe... Déjà, le SIPN (Syndicat indépendant de la police nationale) affirme que c'est là le résultat d'une « politique tâtonnée » (lisez « pas encore assez répressive ») et considère « ce geste comme un acte de guerre civile » (lisez qu'il faut envisager l'état de guerre, couvre-feux... et flics pour surveiller tout cela).

Un tel attentat cadre parfaitement avec ce qu'en Italie on nomme la « stratégie de la tension ». Quelques coups de feu, quelques explosions et l'Etat en profite pour réduire les droits de l'homme (pourtant bien maigres) que les luttes de plusieurs siècles ont arrachés. On le sait, le pouvoir n'attend que des gestes de cette sorte pour se renforcer et, régulièrement même, il les provoque. Alors, de deux choses l'une : ou bien les auteurs de cet attentat ne sont que de petits crétiens en mal d'émotions fortes (mais il faut tout de même se procurer les explosifs !) et, nous sommes désolés, ils n'ont rien d'anarchistes. Un anarchiste est quelqu'un qui réfléchit et qui se bat quotidiennement contre les attaques permanentes à la liberté. Un anarchiste n'est pas quelqu'un qui renforce le totalitarisme étatique. Ou bien, ce sont des personnes dont l'idéologie est la dictature. Les dernières élections municipales ont été marquées par la montée des groupes fascistes dont les membres, présentés sur des listes de droite (souvent RPR) ont été acceptés par la population comme de possibles gestionnaires des intérêts publics. Il ne leur suffit, maintenant, que de multiplier des actes de cette sorte, propager la peur, et il n'est pas besoin d'être grand prophète pour affirmer que le bon peuple réclamera à cors et à cris CRS et militaires en armes dans les rues, tribunaux d'exception et dictature pour couronner le tout.

La peste brune est actuellement un danger réel, comme à chaque fois qu'un pouvoir de gauche est mis en place. Doivent la combattre et se démarquer clairement de tout ce qui renforce son idéologie tous ceux qui luttent pour la liberté.

Groupe Fresnes-Antony



Editorial

**L** A manifestation unitaire CGT/CFDT/FEN du Premier Mai, première édition du genre depuis 1979, n'a pas donné lieu à une mobilisation importante. Ceux qui auraient encore douté du caractère politique de cette manifestation pouvaient constater, en regardant défiler les banderoles, combien les positions des deux principales confédérations ouvrières restaient éloignées l'une de l'autre. La CGT maintient le cap pour soutenir le gouvernement, en indiquant la bonne voie : fabriquer français et augmenter les salaires. La CFDT conserve ses slogans en demandant une « bonne » rigueur, non pas celle qui fait payer les riches, mais celle qui impose le partage du travail — version dite moderniste de la réduction du temps de travail.

La solidarité internationale n'était pas absente et de nombreuses communautés étrangères étaient présentes. La CGT était surtout solidaire du Nicaragua et du Salvador, laissant le monopole du soutien aux travailleurs polonais à la CFDT et à la FEN...

La note discordante est venue du cortège de la CFDT. Regroupés derrière une banderole s'affirmant « pour une autre démarche syndicale », les oppositionnels de trente-cinq syndicats de la région parisienne avaient choisi de manifester à visage découvert. L'initiative, prise début avril par six syndicats de la Fédération services-livres, a donc été entendue. Plus d'un millier de militants et de militantes CFDT (services-livres), mais aussi santé-sociaux, Renault-Flins et Talbot-Poissy se sont retrouvés pour crier des slogans se démarquant nettement de la ligne confédérale.

Cette initiative n'avait pas fixé un cadre restreint à ce rassemblement, volontairement sans doute, pour ne pas risquer d'apparaître comme une opération publicitaire lancée par un parti politique. Le style syndical était donc de rigueur, mais les slogans étaient sans ambiguïté. « Mitterrand-Mauroy, pas de cadeaux au patronat ! », « Non à la rigueur, oui au contrôle des travailleurs ! », « La démocratie, c'est comme les étagères, plus on est haut moins on s'en sert ! » étaient parmi les plus repris, sans oublier bien sûr le thème des trente-cinq heures et celui de la solidarité Français/Immigrés. Derrière cet appel, il n'y avait pas que la volonté d'affirmer clairement que les syndicalistes entendent maintenir leurs revendications face à un gouvernement de gauche. Il y avait aussi une réponse au licenciement jugé « politique » du secrétaire du Syndicat du papier-carton, J.-P. Anselme. A cette provocation bureaucratique, les syndicats répondent en demandant « l'ouverture d'un véritable débat dans la CFDT sur le fédéralisme ».

Il reste maintenant, pour tous ceux qui ont affirmé leur volonté offensive dans la rue, à concrétiser cette intention dans la lutte revendicative quotidienne. Ce ne sera certes pas le plus facile ! Il reste également à approfondir le débat pour traduire en des axes revendicatifs mobilisateurs l'appel « pour une autre démarche syndicale ». Les militants anarcho-syndicalistes devront s'efforcer de prendre place dans ce débat.

Un Premier Mai sous le signe de l'austérité

**L** A commémoration du Premier Mai 83 en France s'est déroulée dans un contexte politique particulier. Seulement cette année, l'heure n'est plus à l'euphorie collective et nous sommes bien loin des promesses, des projets et des propositions des membres du gouvernement et des dirigeants syndicaux.

Malgré la récession économique, malgré l'actuelle tension sociale qui incite une bonne partie de l'opposition à pointer la menace d'un « Mai 68 à l'envers », ce Premier Mai 1983 n'aura pas été une nouvelle fois synonyme d'unité syndicale, FO préférant faire cavalier seul.

Lorsque M. André Henry soulignait, il y a deux ans, au nom de la FEN, que « l'espoir est plus grand à mesure qu'approche le 10 mai », il est facile d'ironiser et de dire, sans irréalisme, que « la déception est plus grande à mesure que s'éloigne le 10 mai (1981) » !

En matière d'économie politique, l'histoire se répète et se ressemble. Des discours de Thorez, à l'après-guerre, à ceux de Mauroy aujourd'hui, les propositions se situent toujours au niveau de la ceinture — à serrer un peu plus — pour la classe ouvrière ; laquelle risque fort dans quelque temps de recracher l'amère pilule et de se retourner vers d'autres tristes politiciens.

La journée du Premier Mai a été cette année, pour la Fédération anarchiste, l'occasion de souligner ces affirmations et de rappeler l'incapacité des socialistes et des communistes, à l'instar du régime précédent, à améliorer les conditions de la population.

La Confédération nationale du travail se joignit à cette manifestation qui se déroula calmement de la Bastille à la place de la République, forte de plus d'un millier de personnes.

Alors que toutes les réformes, toutes les mesures, visent à intégrer les travailleurs dans les structures d'exploitation et à les leur faire accepter, les anarchistes luttent là où ils se trouvent pour propager l'idée que nul changement de société ne se produira sans abolition de l'Etat.

Mais nous ne devons jamais perdre de vue que cette société libre et pluraliste que nous recherchons, coordonnée par le fédéralisme, débarrassée des patrons, des improductifs, et gérée par une fédération de producteurs et de consommateurs, ne sera viable que si nous la voulons tous, si nous participons tous à sa construction.

Fédération anarchiste

## VITICULTURE DU MIDI : C'EST REPARTI

La viticulture méridionale est dans un marasme noir depuis des décennies, et à chaque coup dur, les opérations commando se déclenchent dans les départements. En avril 83, après une récolte 82 super-abondante, une bonne partie des caves coopératives n'ont pas encore vendu une goutte de vin, et leurs adhérents doivent déjà verser des agios de gestion de stock au tentaculaire Crédit agricole.

Les Comités d'action viticole, généralement intersyndicaux, ont attaqué des cargaisons de vins espagnols et portugais, sans épargner les fruits et légumes de même provenance (plusieurs jours après, le consommateur des grandes cités voit les prix grimper), et revendiquent l'application des traités européens qui, en principe, s'opposent à l'importation des denrées agricoles disponibles à l'intérieur de la CEE.

Lors de cette manifestation, j'ai entendu les refrains habituels : « Non aux importations » et « Produisons français » de la

FNSEA qui se targue de conquérir les marchés européens, puis mondiaux, et du MODEF sombrant, à l'image du PCF, dans le national-protectionnisme. Alors qu'une partie de ces mêmes paysans vendent aujourd'hui leurs asperges à 22 F le kilo, prix de gros vers... la RFA. Une honte !, me dira une copine du syndicat.

Evidemment, les habitués coupés sur le mythe de l'unité du monde agricole étaient repris partout et on voyait les Mercedes et les BMW côtoyer les petites cylindrées cahotantes.

Quoi qu'il en soit, la reconversion du vignoble du Midi n'est pas pour demain, à cause des raisons humaines et structurelles (un petit producteur exploite dix hectares en coteaux ne peut pratiquement pas cultiver autre chose que de la vigne, tandis que les gros mas de la plaine, regroupant des centaines d'hectares, se restructurent avec gros profits actuellement dans les céréales et protéagineux).

La situation financière des pe-

tits exploitants et des caves coopératives est une fois de plus catastrophique, et si le gouvernement ne prend pas de mesures ponctuelles (distillations et primes de stock), qui, à terme, ne résolvent rien, mais qui sont indispensables dans les semaines à venir, on peut être certain que les actions viticoles iront croissantes.

Quant au négoce, vu la pléthore du marché, il attend d'acheter, spéculé et compte les points. Le vin se vendait mal ; ces mois-ci, il ne se vend même pas.

A l'heure où Rocard, le Golderak du « Barrisme de gauche », entre au ministère de l'Agriculture, en se faisant applaudir au congrès de la FNSEA — rien que cela —, négocie à Bruxelles les prix agricoles européens, la situation viticole reste une fois de plus explosive, et localement entretient les affrontements politiques tout en continuant à être un enjeu social de taille.

Alain CRAPAUD

## HISTOIRE DE FÛTS

ELLE court, elle court la dioxine. Depuis plus d'un mois, suite à un article de la journaliste J. Denissempereur, l'Europe court après ces 41 fûts hautement toxiques.

L'imbricligio n'est pas mince : la société Hoffmann Laroche, responsable de la catastrophe de Seveso, charge la société Manesmann Italia de l'évacuation des déchets, société qui garde le secret du dépôt final. Un sénateur italien, Luigi Noe, commande lui-même l'opération jusqu'à la frontière française, frontière où la dioxine est remise par Manesmann à une société marseillaise : la SPEDILEC, à l'insu d'Hoffmann ; SPEDILEC charge alors l'entreprise de transport Tragina d'acheminer les fûts jusqu'à Saint-Quentin. A partir de là, l'inconnu Bernard Parin-gaux, pivot de l'affaire en tant que responsable de la SPEDILEC, se tait : depuis la prison de Saint-Quentin où il est incarcéré.

Les dirigeants d'ICMESA, l'une des filiales italiennes d'Hoffmann Laroche, groupe suisse au chiffre d'affaires de plus de 24 milliards de francs, sont vaguement inquiétés par la justice.

Et pendant ce temps, on découvre un dépôt de fûts d'arsenic, rien que ça, dans une décharge des Charentes, et allez donc ! Que dire de tout cela sinon que de telles tragédies illustrent parfaitement la logique de ce système dans lequel on nous condamne à vivre. Qu'importe la santé des populations, qu'importe les dangers causés par telle ou telle industrie, pourvu que le profit soit là, pourvu que la machine économique puisse tourner !

Les Hoffmann Laroche et autres truands qui empoisonnent

la planète sont toujours en liberté, tandis que notre gouvernement se creuse la tête pour déterminer le nombre de jours-amandes à infliger aux voleurs de mobylettes.

Mitterrand a beau jeu, à Genève, de demander que toute la lumière soit faite sur cette affaire et que les responsables soient condamnés. Ces truands sont les moteurs du système et il le sait bien, le bougre. De même qu'on n'empoisonne pas les patrons responsables de la mort de centaines d'ouvriers, en France, chaque année, par les accidents du travail ; on ne touchera, physiquement, aux responsables de cette catastrophe.

Les écologistes ont échoué dans leur œuvre d'« épuration » de la société et de lutte contre les diverses pollutions, car tant qu'on ne touchera pas à la logique même de ce système, les Seveso et autres Three Miles Island continueront d'essaimer leurs catastrophes au gré de l'économie productiviste qui est la nôtre.

L'affaire des fûts de dioxine n'est qu'une facette de ces tragédies : les marées noires, la construction de centrales nucléaires, les pollutions par l'amiante qui se dégage des freins des bagnoles ou le plomb qui leur sort du trou du cul continueront au pas cadencé de signer imperceptiblement l'arrêt de mort, à terme, de cette société, et nous avec.

Enfin, rassurons-nous : il est vrai que maintenant nous avons une école au secrétariat d'Etat à l'Environnement, la camarade Huguette ; encore une qui a choisi le bon moment pour se faire remarquer en s'asseyant sur le strapontin que lui tendait Mauroy !

La camarade, chef du PSU,

obligée de gérer les atteintes faites par ce système à l'homme et à son environnement, on ne pouvait mieux faire ! On parlait des couleurs que devait avaler la base du PCF : le plat du militant de base du PSU n'est pas mal non plus, merci pour lui !

En conclusion, nous dirons que l'affaire de ces fûts montre, s'il en était encore besoin, la pourriture de ce système qui, pour assurer sa propre logique de profit, décide de passer sur le corps des populations. Mais, par-delà ces catastrophes, le mouvement libertaire doit aussi se poser le problème de cet héritage qu'il aura à prendre en compte si un jour l'anarchisme s'offre enfin comme une optique plausible pour les populations.

Une société libertaire se devra d'être une société écologique, sans être pour autant une société de la pauvreté. Notre lutte contre toutes ces aberrations et le système qui les sous-tend se doit d'être aussi une remise en cause à tous les niveaux des produits de cette société par ceux qui les produisent... et ceux qui les consomment (Hoffmann Laroche fabrique des cosmétiques et des pesticides !). Rien n'est simple dans ce domaine, et il ne saurait exister de ligne toute tracée.

A la logique productiviste du capitalisme, nous devons opposer une logique de consommation basée sur les besoins réels des populations, et là aussi rien n'est acquis, rien n'est déterminé. A chacun, là où il se trouve, là où il vit, de réfléchir, et sérieusement même !

Patrick  
(groupe d'Angers)

## Aménagement, vous avez dit aménagement ?

SAINTE-CROIX du Verdon : un petit village d'une cinquantaine d'habitants dans les Alpes de Haute-Provence. Un coin tranquille, mais pour combien de temps ? En effet, un gigantesque projet de construction d'établissements touristiques vient d'être rendu public ; un projet qui soulève bien des controverses.

Il s'agit d'un ensemble qui serait implanté à trois kilomètres du village, sur cent cinquante hectares, comprenant un hôtel de quatre cents lits, un établissement de cure, une centaine de villas, deux restaurants, dix magasins et un vaste terrain de loisirs. L'établissement proposerait : la balnéothérapie, l'électrothérapie, le yoga, à côté des classiques massages, sport en gymnase ou sur une chaise longue au solarium. Après l'effort, le réconfort avec un golf de soixante-dix hectares, une piscine de quatre mètres, quatre terrains de volley-ball, un club-house et un centre équestre disposant de quinze chevaux et de cinq poneys.

### Un centre pour qui ?

Ce gigantesque complexe touristique est entièrement financé par des capitaux allemands. Selon les promoteurs, ce centre, énorme par sa taille et unique en France, véritable ghetto pour touristes dans un des plus beaux sites de la région (Verdon) accueillerait 60% d'Allemands, 30% d'autres Européens et 10% de non-Européens. Mais certainement pas de prolétaires, ce genre de « cure », au prix de cinq mille francs la semaine selon le cahier des charges, ne s'adressant nullement aux bas-salaires qui, eux, se contentent de venir faire du camping dans le Verdon.

Pendant des années, on a fait la chasse aux pollueurs, aux destructeurs de rivage, aux campeurs infâmes qui osaient dénaturer le site. Pendant des années, on les a pourchassés, poursuivis, interdits et sommés de déguerpir. Parallèlement, de nombreux projets identiques à celui-ci, bien que plus petits, étaient rejetés, jusqu'au projet Barbin (barrage) de EDF qui, récemment, sous la pression des associations de défense, était mis en sommeil. Et tout à coup, comme par enchantement, ce qu'on ne supportait pas de la part des campeurs (la pollution en particulier), on l'admettrait à travers ce projet, et ce toute l'année.

Si toute une politique de protection semble retourner sa veste depuis quelques temps, ne serait-ce pas parce que de gros intérêts financiers font briller le miroir aux alouettes ? Des associations locales, opposées à ce projet, clament leur peur : la pollution de l'eau, à plus ou moins long terme, est irréversible, avec les baignades et les sports nautiques qui s'y dérouleront de façon intensive, ainsi que le rejet des eaux souillées dans le Verdon. De plus, trois cent mille mètres cubes d'eau seraient pompés dans le lac et arrosés le golf, alors que la sécheresse se fait cruellement sentir pour les agriculteurs. Alors pourquoi ce projet a-t-il vu le jour ?

Apparemment, comme dans bon nombre de cas (nucléaire, etc.), on ne demande pas l'avis des populations et on va même à leur encontre. Pourtant, le ministre du Temps libre déclarait aux Salles-sur-Verdon : « Il faut laisser aux populations le soin de gérer leur patrimoine et leur tourisme ». Alors, avant d'accréditer un projet qui serait une véritable catastrophe écologique, pour le Verdon, faisons bien attention à son impact réel, et n'oublions pas que l'aménagement touristique ne peut et ne doit pas être le seul support de l'aménagement d'une région. En effet, baser le développement d'une région uniquement sur le tourisme ne peut être qu'un moyen de camouflage des autres facteurs de déséquilibre.

Pour l'arrêt immédiat de ce projet, un grand rassemblement aura lieu le dimanche 22 mai au lieu dit « Le poney club », à Sainte-Croix du Verdon. Une animation culturelle (Daumas, Montanaros, groupes rock, etc.) et camping assuré à cette occasion.

Bruno (groupe région toulonnaise)



## Rencontre nationale entre lieux de vie, comités de soutien, parents...

Famne de lumière  
à l'AGECA!

**S**AMEDI 23 avril 1983, a eu lieu à Paris, à l'AGECA, une rencontre entre les lieux de vie (ceux du CRA, d'autres réseaux...), les comités de soutien qui se sont créés dans le sillage de l'« affaire du Coral », les parents d'élèves des gosses « accueillis » dans les lieux de vie, des travailleurs sociaux (venus pour la plupart de la Seine-Saint-Denis)...

A l'origine de cette rencontre qui a rassemblé soixante-dix personnes environ, il y avait, on s'en doute, un certain nombre de raisons. Tout d'abord, Claude Sigala, s'il a été libéré de prison, reste toujours sous le coup d'une inculpation et est assigné à résidence. Ce qui signifie que la mobilisation doit non seulement ne pas se relâcher, mais encore se développer afin d'empêcher la machine judiciaire d'éjaculer en douce un jugement tordu à l'encontre de Sigala et du Coral. Ensuite, la circulaire Georgina Dufoix du 27 janvier 83 (1) commence à être appliquée ici et là et « intègre » ou réprime les lieux de vie. Certains lieux de vie, en effet, acceptent cette circulaire et bénéficient ainsi d'un agrément au titre d'assistants maternels ou d'établissements. D'autres qui la refusent en dénonçant le piège de l'agrément, sont purement et simplement fermés. Bref, cette circulaire divise incontestablement les lieux de vie et elle place ceux qui la refusent dans une position difficile.

En clair, aujourd'hui, les lieux de vie vivent à l'heure d'une offensive généralisée du pouvoir à leur encontre. Une offensive qui ne vise à rien d'autre qu'à leur briser les reins sur l'air bien connu de la répression (le bâton) et de la récupération (la carotte de l'agrément).

En conséquence, la nécessité d'une défense et d'une riposte coordonnées et cohérentes face à ces assauts du pouvoir relève actuellement de l'évidence pour tous ceux qui, permanents, stagiaires, « accueillis », parents d'« accueillis », comités de soutien, travailleurs sociaux luttant à l'intérieur de leur institution... sont partie prenante ou soutiennent l'alternative représentée par les lieux de vie. Tel était en fait l'objet de cette rencontre à l'AGECA.

Hélas, trois fois hélas, disons-le tout de suite, il n'est pas ressorti grand-chose de cette rencontre.

L'ordre du jour (2), pourtant, laissait bien augurer de cette volonté des lieux de vie de se défendre contre les coups du pouvoir et de leur désir d'organiser une riposte offensive. Théoriquement, donc, on aurait dû organiser la continuation de la mobilisation par rapport à l'inculpation de Sigala, la défense des lieux de vie fermés ou menacés de fermeture par rapport à la circulaire Dufoix, déterminer une stratégie cohérente et unitaire par rapport à cette même circulaire, et mettre sur pied l'insertion des lieux de vie dans une alternative, sinon globale, du moins plus large. Théoriquement, on aurait dû...

Or, pendant cette rencontre, non seulement nous n'avons abordé qu'un seul point de l'ordre du jour (l'analyse de la circulaire Dufoix et l'attitude à adopter par rapport à elle), mais de plus nous nous y sommes littéralement embourbés.

Plusieurs points de vue, en effet, s'exprimèrent par



rapport à cette circulaire pourtant rejetée unanimement par les individus présents. Claude Sigala, par exemple, a longuement expliqué que les lieux de vie n'avaient pas à se situer par rapport aux textes de loi ; qu'ils s'étaient créés dans l'illégalité ; que cela ne les avait pas empêchés de fonctionner et que donc, aujourd'hui, il convenait de poursuivre dans cette voie, c'est-à-dire d'ignorer purement et simplement cette circulaire. A l'appui de son raisonnement, deux arguments de poids. Tout d'abord, le fait que les lieux de vie, par essence, ne peuvent accepter des placements (transitoires) que sur la base du cas par cas et ce avec un contrôle exercé directement par les parties prenantes du placement (parents, le juge ou la DDASS à l'origine du placement, les travailleurs sociaux qui s'occupaient auparavant de « l'accueilli »..., et tous ceux qui sont « en contact » avec les lieux de vie). Ce qui exclue un agrément officiel par l'administration dans la mesure où ainsi on déboucherait sur des placements obligatoires, des contrôles bureaucratiques... et sur une institutionnalisation des lieux de vie (ce qui n'est pas tolérable dans la mesure où les lieux de vie refusent d'être des mini-institutions, des contre-institutions, la bonne conscience ou la pouibelle des institutions dominantes). Ensuite la nécessité pour les lieux de vie de ne être pas seulement des lieux d'accueil. Pour Sigala, en effet, les lieux de vie, s'ils représentent une alternative à la psychiatrie et à l'enfermement en général et donc sont amenés à pratiquer l'accueil, doivent également être ouverts à d'autres alternatives (économiques, sociales...) et s'y inclure. Ce qui signifie que concrètement, sur le plan financier notamment, les lieux de vie ne doivent pas vivre des seuls prix de journées versés par la DDASS.

Le CRA (Collectif réseau alternatif), en revanche, était d'un avis différent, au niveau de l'attitude à adopter par rapport à la circulaire Dufoix. Ses représentants ont expliqué qu'il leur semblait nécessaire de combattre cette circulaire, en faisant, en imposant même, des contre-propositions.

D'autres lieux de vie, dont ceux de RELIA, souhaitent aboutir à un dialogue avec l'administration.

Bref, ignorance et esquive, lutte contre la circulaire Dufoix, et dialogue avec l'administration, telles étaient les trois thèses en présence, qui ont divisé toute la journée les participants de cette rencontre.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que cette journée nous ait laissés sur notre faim. Entre ceux qui sont pour faire comme si la circulaire Dufoix n'existait pas, ceux qui pensent qu'il convient de la combattre et de la faire abroger et ceux qui ne seraient pas mécontents d'un accord à l'amiable, la synthèse s'avérait impossible. Et donc, hormis (3) un projet de pétition, la mise en place d'un groupe de réflexion et la divulgation d'un numéro de téléphone à contacter en cas de coup dur, il n'est rien ressorti de positif de cette rencontre. Dur !

Concrètement, en effet, un certain nombre de problèmes se posent, et pour les résoudre, un minimum de cohérence et d'organisation s'avère indispensable. La circulaire Dufoix, on l'a vu, divise les lieux de vie et

il est évident que ceux qui la refusent ont intérêt à accorder leurs violons. Et puis pour ce qui concerne les lieux de vie qui ont déjà été fermés, il est évident que s'il n'y a pas de riposte et de lutte coordonnées, ils ne sont pas prêts d'ouvrir à nouveau. Elémentaire, mon cher Clausewitz ! D'où la nécessité de l'élaboration d'une stratégie de riposte claire et de la mise en avant d'objectifs clairs également, pour maintenir la mobilisation des comités de soutien. Et puis, encore plus concrètement, comment résoudre le problème des parents qui, si les lieux de vie sont fermés, sont alors dans l'obligation de payer sur leurs deniers (et peu d'entre eux peuvent se permettre une telle dépense) des prix de journée à un lieu de vie non agréé. Et puis comment maintenir en vie des lieux de vie non agréés, alors que dans les faits la plupart d'entre eux vivent pour l'essentiel, voire exclusivement, de l'accueil et des prix de journée versés par les DDASS. Et puis, et puis, et puis !...

Alors, la conclusion s'impose d'elle-même. Soit les lieux de vie se donnent les moyens (ils ne les ont pas actuellement, à quelques exceptions près) de vivre d'autre chose que de l'accueil et des prix de journées versés par les DDASS, en s'ouvrant à d'autres alternatives susceptibles de leur procurer, entre autres, d'autres rentrées d'argent, et là, il faut être réaliste, ce n'est pas demain la veille ! Soit les lieux de vie se battent et se donnent les moyens de se battre (stratégie claire, mobilisation des comités de soutien, des travailleurs sociaux critiques...) contre la circulaire Dufoix pour arracher son abrogation et retourner ainsi à la situation antérieure.

Hors de ces deux voies, point de salut ! Et comme la première solution non seulement semble être hors de portée de la plupart des lieux de vie et que, de plus, elle suppose (et c'est là l'erreur d'analyse de Sigala) que le pouvoir laissera les lieux de vie tranquilles, ce qui est complètement invraisemblable, eh bien il ne reste plus... qu'à se battre pour arracher l'abrogation de la circulaire Dufoix et pour imposer le fonctionnement de toujours des lieux de vie (agrément au cas par cas...). Simple question de bon sens ! Et ça n'exclue pas de tout mettre en œuvre pour insérer au plus vite les lieux de vie dans un champ alternatif plus large, afin de les rendre moins vulnérables aux coups du pouvoir !

Mais les lieux de vie ont-ils vraiment les moyens de cette stratégie ? Certains ne sont-ils pas uniquement des contre-institutions minuscules ayant vocation de se spécialiser dans l'accueil des « détrités » issus des institutions dominantes, et donc récupérables par le pouvoir ? Les lieux de vie, en général, s'inscrivent-ils dans le champ étroit de l'alternative à la psychiatrie ou à l'enfermement, ou dans celui, infini, de l'alternative généralisée ? Les lieux de vie, donc, se situent-ils sur le terrain du réformisme ou sur celui de la révolution ?...

Là est le cœur du problème ! Affaire à suivre, donc !  
Jean-Marc RAYNAUD

(1) Voir ML n° 480 du 24 mars 1983.

(2) Voir l'encadré : « Au menu ».

(3) Voir l'encadré : « Dans l'assiette ».

AU MENU  
(ordre du jour)

- L'affaire du Coral : analyse et suite par Claude Sigala et autre.
- La circulaire Dufoix : pour qui ? Pour quoi ? Avec qui ?
- Les lieux de vie : quel avenir ?
- L'alternatif : où, quand, comment, pourquoi, avec qui, pour qui, son avenir dans le contexte politique actuel ?
- Préparation de la journée nationale pour l'alternatif et les lieux de vie.
- Mise en place d'une commission paritaire pour la défense des lieux de vie.

## DANS L'ASSIETTE

(ce sur quoi a débouché la rencontre)

- Elaboration par les parents d'une pétition disant que l'application de la circulaire Dufoix débouche sur la non-assistance à personne en danger (dans le cas de non-agrément et de fermeture d'un lieu de vie).
- Mise en place d'un groupe devant mener une réflexion théorique sur les lieux de vie.
- Numéro de téléphone à contacter en cas de pépin dans un lieu de vie : 16 (1) 750.83.83. L'information sera ensuite immédiatement répétée au niveau des lieux de vie, comités de soutien, etc.



DANS le prolongement de Mai 68, les années soixante-dix ouvrent une brèche dans notre système éducatif tout entier coupé de la vie, le monde de l'école apparaissant nettement comme un monde clos, comme une sorte de monastère, avec ses règles, ses rites et ses dogmes religieux et laïcs... Dès lors se développèrent des expériences contre-institutionnelles, ce qu'on appelait les « écoles parallèles ». En même temps, l'inertie du monde éducatif déboucha sur des pratiques pédagogiques approfondies qui allaient en profondeur à l'intérieur de l'institution scolaire. Si bien qu'on se trouvait en face d'un double phénomène : d'un côté, on assistait à la multiplication des écoles parallèles en dehors de l'institution, et de l'autre on voyait se développer des pratiques alternatives en son sein. C'est de ces dernières que naquirent les écoles ouvertes et au sujet desquelles nous publions la présente interview qui apporte de nombreux éclaircissements quant à leur origine, leur développement et leur finalité.

■ Origine des écoles ouvertes

- Danielle : L'idée d'école ouverte existe depuis 68. A l'époque, on pensait que les gens auraient beaucoup plus de loisirs dans les années 80, que la notion de travail aurait changé, et qu'il fallait par conséquent inventer une école qui ne serait plus uniquement un centre de travail, mais qui serait aussi un centre d'activités avec du temps pour s'exprimer. En même temps qu'un centre de formation, l'école deviendrait un centre d'activités et de loisirs.

- Jean-Michel : Vous êtes partis de la critique qui consistait à rejeter une école qui servait uniquement à l'acquisition et à la transmission d'un savoir, école beaucoup mieux adaptée aux classes bourgeoises qu'aux enfants des classes défavorisées ?

- Danielle : Oui. L'enseignement s'appuyait dans les manuels et autres supports, sur un savoir, des connaissances concus par des bourgeois. On voulait changer ça. Alors, on s'est inspiré théoriquement des écoles à aire ouverte d'Angleterre et du Canada. Les enfants arrivaient à l'école, travaillaient s'ils en avaient envie, et choisissaient de s'initier à telle ou telle matière selon leur humeur. Ils étaient libres de s'exprimer comme ils le voulaient et de faire leur apprentissage à leur rythme. Ces objectifs ont été repris par la suite en France, par les Franches et Franches Camarades qui voulaient surtout socialiser les gens en les faisant travailler en groupe...

■ Penser une école autrement

- Danielle : Un inspecteur d'académie de Lille a été intéressé par ce genre de pratiques et a voulu en faire l'expérience à Lille dans certaines écoles. Des stages ont alors été organisés à l'école normale sur le thème : « Une Ecole autrement ». C'était dans les années soixante-dix.

- Jean-Michel : L'initiative de ce stage émanait de l'inspection ?

- Danielle : Oui. Les instits n'ont rien inventé par eux-mêmes. Nous avons reçu une circulaire nous informant et demandant des candidats à ce stage. Moi, j'ai accepté. Jean-Paul aussi.

- Gérard : On pouvait faire des choses, mais plutôt moins que plus que ce que les inspecteurs et les profs de l'Education nationale nous disaient.

- Jean-Michel : En dehors du contrôle strict que l'on exerçait sur vous et des tiraillements entre PC, PS et gauchistes, vous discutiez déjà des objectifs qu'une telle école pouvait avoir ?

- Danielle : On voulait faire une école où les enfants seraient adaptables à toute situation. On ne voulait surtout pas faire des inadaptés à la vie telle qu'elle est. On voulait adapter les enfants à des situations différentes : au travail individuel, au travail collectif, à n'importe quel insti, à n'importe quel manuel. On cherchait la source des renseignements dans plusieurs manuels, dans plusieurs livres d'histoire... On pensait qu'il fallait que les enfants recherchent leur propre connaissance dans tout ce qui est à leur disposition, même les journaux, quels qu'ils soient. On voulait éviter l'endoctrinement. On voulait aussi développer la vie de groupe.

- Bernard : On souhaitait développer l'esprit critique des enfants.

- Danielle : Adapter l'enfant à de multiples situations, développer chez lui l'es-

prit critique et l'esprit d'initiative : c'était les objectifs de cette école différente.

■ De la théorie à la pratique

- Jean-Michel : Dans la pratique quotidienne, quels sont les moyens que vous mettez en œuvre pour atteindre les objectifs que vous vous étiez fixés ?

- Danielle : Pour développer l'esprit critique, on met à la disposition des enfants toutes les sources d'informations, même les sources d'informations orales. C'est-à-dire que les gens qui veulent entrer dans l'école peuvent le faire. Nous pensons que le professeur n'est pas le seul détenteur de savoir. N'importe qui peut apporter quelque chose selon les expériences qu'il a vécues. En ce qui concerne le travail de groupe, on a créé des groupes différenciés. Les enfants choisissent des copains pour faire un travail précis, par exemple se choisir pour faire un petit coin jardin dans l'école... D'autres moments, il y a des groupes imposés, des groupes de « niveau ». Et enfin, les enfants sont parfois seuls pour faire certaines choses comme un travail sur fichier par exemple. L'enfant, dans cette situation, est tout seul devant un problème et il doit essayer de s'en sortir tout seul.

Il y a aussi des groupes imposés par les instits, mais de toute façon, même dans la vie, on doit parfois travailler avec des gens qu'on n'aime pas forcément.

- Jean-Michel : Quel est l'emploi du temps des gosses ?

- Danielle : Ils choisissent l'atelier qui leur plaît dans la mesure des places disponibles. Il y a surtout des ateliers d'expression (écriture, arts, expression artistique, mathématiques, bibliothèque, recherches en CDI, sport, coin-jeux et déguisement pour les petits, jeux de construction également pour les plus petits...). Chaque tuteur accueille son groupe le matin et répartit les enfants dans les ateliers, selon les désirs exprimés et les possibilités de chaque atelier.

Le tuteur a un carnet pour chaque enfant où il n'est pas écrit « bon élève » ou « mauvais élève », mais « il a lu telle chose, il a fait telle chose... », de manière à mieux connaître l'enfant, à mieux le suivre pour parfois le pousser à faire telle ou telle chose afin qu'il progresse. Cela dit, quand on voit qu'un enfant ne fait rien ou fait semblant de travailler, même si nous ne punissons plus, nous réagissons vigoureusement.

- Jean-Michel : Les enfants passent-ils dans tous les ateliers qui existent ?

- Danielle : Non, pas forcément. Mais les « maîtres » essaient de les aiguiller sur un atelier si cela fait assez longtemps qu'ils n'y sont pas allés. En général nous n'avons pas trop de problème. Il n'y a qu'en expression écrite que j'en ai, parce que cela leur demande des efforts importants (aux petits). J'ai dû mettre six places obligatoires au début dans l'atelier d'expression écrite. Ils y allaient à tour de rôle. Maintenant, il n'y a plus que quatre places obligatoires, les deux autres étant prises spontanément. Progressivement, j'enlève certaines contraintes.

- Bernard : Il y a donc un tutorat le matin, avec des ateliers, jusqu'à la récréation de 10 h. Après la récréation, il y a des groupes de français obligatoires. Toute l'école est en français dans des groupes de niveaux fluctuants. Par exemple,

des enfants de cours moyen en français avec des élèves de cours élémentaire pour une certaine période, si on pense que cela peut leur être bénéfique.

- Danielle : Mais il n'y a pas de structures fixes. Chaque instituteur juge selon le niveau atteint par chaque enfant. Il y a des échanges d'élèves de temps en temps entre instits.

- Danielle : Et l'après-midi, ce sont à nouveaux des ateliers, où l'on choisit un groupe pour faire un projet ou une technique. On choisit ses copains et son maître pour faire telle chose.

- Bernard : Les projets sont définis pratiquement toujours en assemblée générale coopérative par les enfants, tandis que les techniques sont plutôt élaborées par les instits à partir des programmes et des instructions officielles.

- Danielle : Nous suivons les instructions officielles pour ne pas léser les gosses. Le « programme » est fait...

- Jean-Michel : Vous parlez de projets comme des décisions prises par les enfants. Comment cela se passe-t-il ?

- Danielle : Le samedi déjà, on bloque en une demi-heure les dix minutes de morale obligatoire que l'on doit faire tous les jours. On y règle les problèmes relationnels entre enfants et enseignants, entre enfants et enfants, pour instituer également un règlement intérieur fait avec les enfants pour toute l'école.

- Bernard : Les discussions ont lieu par groupe de tutorage. Le maître est là, avec les enfants. Il s'efface et les laisse parler. Il y a un enfant président de séance et un secrétaire.

- Jean-Michel : Pour élaborer un règlement pour toute l'école, comment se fait la coordination entre chaque groupe de tutorage ?

- Bernard : Des délégués de chaque groupe passent dans les classes et proposent aux autres ce qui a été dit dans leur classe. Ensuite, il y a vote. Cela se passe en une demi-heure, mais cela dure souvent plus longtemps chez les grands.

Nous comptons mettre en place une commission spéciale qui sera composée de deux délégués par groupe de tutorat pour gérer la coopérative de l'école.

- Jean-Michel : Comment fonctionne-t-elle ?

- Bernard : Elle fonctionne grâce à des cotisations qui ne sont pas obligatoires. Chacun apporte ce qu'il veut.

- Danielle : Il y a les cotisations et les productions, les choses que l'on vend (pâtisserie, couture, cartes postales, élevage...). Toutes ces choses entrent dans le cadre des projets dont on parlait tout à l'heure.

- Jean-Michel : Vous mentionnez beaucoup le terme de tuteur. Est-ce que vous pouvez préciser ?

- Danielle : Bien sûr. Les objectifs et les moyens que nous nous donnons supposent un comportement différent de la part des maîtres. Il y a une équipe de maîtres pour un groupe d'enfants. Chaque insti est responsable de tout le monde. Il ne s'agit pas d'un insti pour trente enfants mais bien de huit maîtres pour tous les enfants de l'école. Au début, c'était comme ça. Mais on s'est rendu compte que les enfants avaient besoin d'un « référent affectif », de quelqu'un à qui ils puissent se confier (ne serait-ce que pour des problèmes de carnets de vaccination par exemple). Alors on a inventé le tutorat. Chaque maître est responsable de tout ce qui se passe dans

l'école, mais en même temps, il a « vue » plus particulièrement sur vingt-cinq à trente élèves.

- Jean-Michel : Les élèves le savent-ils ?

- Danielle : Oui. Ça se passe en début d'année. Cette année, nous avons imposé aux enfants un tuteur. Mais à l'avenir, on pourrait peut-être envisager que les enfants choisissent eux-mêmes.



Mireille : Cela risquerait quand même d'être assez compliqué pour la répartition.

- Danielle : Enfin, cette équipe de maîtres doit se tenir au courant de tout ce qui concerne la vie de l'école et les objectifs que l'on se fixe, pour les petits comme pour les plus grands. Cela veut dire qu'il faut se pencher sur différents types de problèmes. Bien sûr, ça demande une certaine disponibilité et aussi une plus grande formation, une plus grande écoute des autres. Il faut passer outre les susceptibilités. Ce n'est pas toujours facile. Cela implique un esprit d'équipe ainsi qu'un esprit critique, mais pas trop rigide. Comme tu vois, il faut louveryer pour trouver l'équilibre entre sa propre personnalité et l'équipe. Et c'est là que se situent les plus gros problèmes. Nous n'avons pas de problèmes de fonctionnement, mais plutôt des problèmes relationnels.

- Mireille : Vu votre méthode de travail, on ne peut vraiment pas s'isoler. Et même si on le voulait, ça risquerait d'être perçu comme une agression vis-à-vis de la collectivité.

donné, ça ne marchera pas.

- Jean-Michel : Comment réagissez-vous ?

- Danielle : Au coup par coup.

- Bernard : Comment veux-tu qu'on fasse ? Il faudrait que ces gosses aient la possibilité d'avoir affaire à deux ou trois personnes seules, mais il faut bien des écoles là aussi, et tant mieux si elles sont ouvertes.

- Bernard : Je crois quand même qu'au début on a créé plus d'écoles ouvertes

que ce sont des écoles pour « gosses de bourgeois » ?

- Danielle : Non, ce n'est pas vrai. Ce n'est pas une généralité. Maintenant, il y a aussi des écoles ouvertes dans des quartiers chics, mais il faut bien des écoles là aussi, et tant mieux si elles sont ouvertes.

- Bernard : Il faut montrer que l'insti ce n'est pas quelq'un d'extraordinaire, mais quelq'un comme tout le monde.

- Danielle : On aborde les problèmes humains tout simplement.

- Jean-Michel : Ce n'est plus l'école, lieu clos d'acquisition et de transmission du « savoir » ?

- Danielle : Non, ce n'est plus la « forteresse du Savoir ».

- Jean-Michel : Où il y a les parents d'un côté, les maîtres de l'autre et les enfants entre les deux... ?

- Bernard : Maintenant, les parents s'intéressent davantage à ce qu'on fait avec les enfants et pourquoi on le fait. Quelques parents ont d'ailleurs demandé à être dans les classes en observation.

- Jean-Michel : Et vous avez accepté ?

- Bernard : Certains l'acceptent, mais pas tous.

- Danielle : Jean-Paul et Gérard préfèrent être prévenus parce qu'ils ressentent ça un peu comme une inspection.

- Bernard : Les parents viennent un peu moins dans l'école, mais s'intéressent davantage à ce que l'on fait. D'ailleurs, à la dernière réunion, on a eu la surprise de voir soixante à soixante-dix parents. On s'attendait à trouver dix personnes au maximum. La bibliothèque était archi-comble. Ce jour-là, c'était une réunion pour faire connaissance, avec des débats généraux. A la demande des parents, une autre réunion a eu lieu, le premier samedi de mars, pour traiter du problème de la communication.

- Danielle : Dans mon discours, je leur avais dit que nous étions tous intelligents, ce qui était surtout un problème de langage, d'expression et de communication. « Vous ne prenez pas les mêmes mots pour parler, et c'est pour ça que vous prenez un livre de français, vous pouvez avoir des problèmes parce que c'est le langage des autres, de classes sociales bourgeoises ».

dans les quartiers chics en espérant que ça marcherait avec la participation des parents. En fait, les parents « riches » étaient plus un frein qu'autre chose.

■ Les rapports avec les parents d'élèves

- Danielle : On sait que les parents, dans nos objectifs, sont détenteurs d'un certain savoir. Il ont donc le droit de le transmettre aux enfants même à l'intérieur de l'école.

- Bernard : On peut dire qu'ici il ne se passe pas la-même chose qu'ailleurs. Ailleurs, souvent, les parents ne font que conduire leurs enfants à la porte de l'école et restent à la porte même s'ils ont des choses à te dire. Ici, les parents amènent leurs gosses, entrent dans les couloirs, parfois même dans les classes.

- Jean-Michel : Et ils ne réagissent pas en disant que c'est le bordel ?

- Danielle : Ça arrive, mais ils le disent et on en discute. On leur dit de rester. Et ils constatent qu'une fois que les activités d'atelier ont démarré, tout se met en route sans problème.

- Bernard : On peut avoir une impression de bordel en arrivant dans l'école et en voyant tous les gosses dans les couloirs. Mais en fait, ils discutent.

- Danielle : Ce n'est pas le bordel. Le bordel, c'est quand ils gueulent et se battent. Ici, ils se baladent, se rencontrent et parlent de leurs petites histoires pendant un quart d'heure en arrivant. c'est l'accueil, quoi !

- Bernard : Il y a autre chose de symptomatique : quand tu observes les récréations, il n'y a pratiquement pas de bagarres. On en a eu deux depuis le début de l'année, et c'était deux fois les mêmes gosses.

- Jean-Michel : Actuellement, les parents s'expriment-ils plus franchement ?

■ Relations entre les instituteurs

- Bernard : Il n'y a pas trop de huits. On se connaît assez bien. Mais il y a quand même un fossé entre les cinq instits titulaires et les trois normaliennes.

- Jean-Michel : Cela peut s'expliquer. J'ai rencontré un type qui est normally et en école ouverte... Il me disait qu'entre assumer la démarche intellectuelle pour faire changer les choses et la vivre tous les jours... Il y a des moments où ça posait des problèmes d'adaptation. En plus, ce n'est pas sécurisant dans ce sens où, en école ouverte, on nie la relation traditionnelle maître/élève. C'est moins facile.

- Bernard : Oui, c'est certainement vrai.

- Jean-Michel : Exercez-vous un contrôle les uns sur les autres ?

- Bernard : On discute entre nous. Quand on n'est pas d'accord, on le dit.

- Jean-Michel : Quelque chose m'a surpris dans ce que tu disais. En matière d'école ouverte, tout est venu du « haut » ?

- Danielle : Oui, hélas.

- Bernard : A part Frainet.

- Bernard : Oui, et c'est le seul. En plus, il est sorti de l'éducation nationale. Maintenant, en ce qui le concerne, on l'a bien récupéré. De toute façon, quand quelque chose est « dangereux », on scie à la base...

- Danielle : Actuellement, on est exploité par le PS qui essaie de reprendre à son compte notre expérience d'école ouverte et qui veut en même temps limiter l'envergure de notre projet. Ils ont accepté notre expérience, mais ils veulent pas l'école comme leur école.

- Jean-Michel : Mais est-ce qu'au niveau de la cantine tout au moins les agents ne pourraient pas avoir un apport spécifique vis-à-vis des enfants ?

- Danielle : Ils le faisaient l'année dernière. Les femmes de service mangeaient à table avec les enfants. Deux d'entre elles étaient dans les ateliers (cuisine et couture). Mais celle qui faisait couture est partie et celle qui faisait cuisine a eu de gros problèmes avec son

syndicat parce qu'elle « n'avait pas à faire ça »... Enfin, nous sommes très déçus par les rapports que nous avons avec les agents de service.

- Bernard : Pour résoudre ce genre de problème, il faudrait qu'il n'y ait pas de statuts particuliers au départ. Il y aurait une équipe avec des instits, des agents... qui auraient l'école et devraient la faire tourner. Il faudrait qu'il y ait une prise en charge collective du lieu école, par tout le monde. Ce serait la gestion directe de l'école.

- Jean-Michel : Tu parles des statuts. Mais les gens assument aussi psychologiquement leur statut. Ils ont des structures mentales qui leur « permettent » d'accepter un certain rôle bien délimité dans l'école, et pas un autre. Il ne suffit pas de dire qu'il faut supprimer les statuts. Encore faut-il que les gens soient prêts et le souhaitent... Non ?

- Bernard : Moi je pense que c'est possible. Même s'il y a des problèmes de compétence, les adultes comme les enfants essaient de prendre en main l'école. Et les compétences : chacun intervient dans le domaine qu'il connaît le mieux et on répartit les tâches selon nos capacités et nos affinités respectives...

- Jean-Michel : On vous reproche parfois de pallier les carences de l'Etat, en travaillant davantage.

- Bernard : En réunion : « Ecole ouverte/école traditionnelle, mauvaise que- l'élève », j'ai dit : « Quelle est la différence entre un insti qui rentre chez lui et qui bosse seul sur ses cahiers et un insti qui travaille le soir avec les autres dans l'école ? Qui fait des heures supplémentaires ? En fait, on ne travaille pas. On s'investit plus dans cette école parce qu'on croit qu'elle peut améliorer beaucoup de choses. C'est une question de motivations et pas d'heures... »

- Jean-Michel : Mais en vous investissant davantage, est-ce que cela vous permet d'avoir encore une intervention de type syndicale ou autre ?

- Danielle : Oui, bien sûr. Personnellement je suis au SGEN-CFDT et je milite pour que ce que nous faisons ici puisse être prolongé au collège. Je milite pour des choses pratiques.

- Bernard : Beaucoup d'instits qui en viennent comme moi à travailler en école ouverte y viennent pour une pratique différente.

- Danielle : On privilégie, c'est sûr, les expériences, les vécu dans l'école, l'école pour tous, la réussite pour tous, ça peut être vrai si on prend en compte le fait qu'on n'a pas le même langage au départ, ni les mêmes expériences. Par des pratiques vraies, on peut en arriver aux idées abstraites. Nous, pour aller à l'abstrait, on passe par le concret. Et comme on a pas mal d'enfants de classes sociales défavorisées, cette démarche est nécessaire. En plus, dans ces lieux, il y a plus de « matheux » que de littéraires. C'est parce qu'avec les maths il y a un moins grand décalage. Encore que dans les classes de maths sup., quand ils y arrivent, la façon de formuler le problème et l'exercice est telle que le gosse de prolétaire ne comprend pas toujours.

- Bernard : On se retrouve tous sur ces idées-là, même si on n'a pas forcément le même militantisme... Moi, par exemple, je suis à la CNT.

- Jean-Michel : Et les revendications de votre équipe ?

- Bernard : D'abord, administrative- ment, ne plus apparaître en deux écoles, mais en un groupe scolaire avec reconnaissance de l'équipe pédagogique.

- Jean-Michel : C'est un peu anti-hiérarchique dans la mesure où ça rompt avec le schéma traditionnel : directeur/instits... Là, la responsabilité de l'école est assurée par une équipe ?

- Bernard : Oui. Mais nous n'avons pas la prétention quand même d'abattre la hiérarchie à nous tous seuls... Ce qu'on souhaite, c'est que notre exemple fasse tâche d'huile. C'est comme ça qu'on changera sans doute le plus la vie.

Lydie et Jean-Michel (groupe B. Broutchoux de Lille)

R.F.A.

## Le nouveau fichage des salariés

Nouvelles des radios libres libertaires espagnoles

• Madrid : saluons la création d'une consœur, *Onda Sur* (Onde Sud) qui émet sur 91,6 MHz dans la région de Villaverde (partie sud de Madrid). Pour tous renseignements, on peut contacter l'ateneo libertario de Villaverde, c/o Alberto Palacio, 1, Madrid.

Une seconde radio va naître dans la partie nord de Madrid. Elle a besoin d'argent pour démarrer. Pour tous contacts et renseignements : ateneo libertario de Tetuan, plaza Tirso de Molina, 5, 6° Madrid.

Toujours à l'initiative de ce même athénée de Tetuan, nos camarades madrilènes organisent un congrès national des radios libres libertaires d'Espagne, les 3, 4 et 5 juin, à Madrid.

• Barcelone — Pour étendre leur diffusion et se faire connaître d'un public le plus vaste possible, les trois radios libres libertaires de Barcelone, Radio-Venus, Radio La Farigola et la Voix impertinente (quartier Pueblo nuevo) organisent une campagne d'information : expositions, conférences, fêtes, etc.

La Fédération locale de la CNT de Barcelone organisait le 20 avril à son siège, plaza de Medinaceli, 6, une réunion de travail pour étudier la possibilité de créer une radio confédérale. Nous tiendrons au courant les lecteurs du ML de la réalisation de ce projet.

Y.P.

ITALIE

## La répression judiciaire et étatique contre Mulinaris

L' E 27 avril, aurait dû avoir lieu le quatrième recensement dans l'histoire de la RFA. Mais la Cour constitutionnelle de Karlsruhe a ajourné cette décision prise par le gouvernement Kohl en acceptant une ordonnance en référé qui reportait ce recensement national.

Ce recensement avait été longuement et activement boycotté par des milliers de gens soucieux de préserver leur vie privée et par de nombreuses organisations protestant contre ce type de fichage et d'encadrement par l'Etat. La population a donc gagné au niveau national.

Mais il existe une autre forme de mise en fiches de la population, notamment active — ou la Sécurité sociale — et qui s'introduit petit à petit dans les entreprises : les PIS (Personal Information System), autrement dit : systèmes d'informations sur le personnel.

Il s'agit d'un « recensement » à échelle réduite de l'ensemble des salariés travaillant dans une entreprise. Ce système est déjà rentable pour des firmes occupant mille employés et, bien entendu, les capitalistes essaieront de l'imposer partout. Les PIS fournissent d'une part des données sur les capacités et les aptitudes particulières des salariés, et d'autre part des données sur les exigences de chaque poste de travail. Ceci rappelle étrangement la formule américaine « The right man on the right place » toujours dans un souci d'augmenter la productivité, c'est-à-dire les profits, et de diminuer les conflits dans l'entreprise, puisque le « profit » du salarié sera connu et

déterminé. Plus de quatre cents entreprises allemandes ont instauré les PIS tels : AEG, Thyssen, Man, VW, Veba, Opel...

Les directions introduisent les PIS dans les règles de l'art avec consultation préalable des comités d'entreprise (CE). Pour appâter les CE, on leur propose de gérer ces systèmes conjointement avec la direction (pose de terminaux, facilités de collecte des cotisations syndicales (!), repérage des « contestataires »...). Chaque échelon hiérarchique de l'entreprise peut avoir son code propre et recevoir ainsi les informations de l'ordinateur central. Il serait naïf de penser que les CE à travers les PIS auraient accès à des informations de première importance.

Il y a une centaine d'années, l'ouvrier avait un livret qu'il devait soumettre à son patron, lequel se réservait le droit d'y porter toutes les remarques sur le travail et le comportement de son employé. A la fin du XX<sup>e</sup> siècle, l'informatique a remplacé le livret, et il est fort probable que les données recueillies par une entreprise sur un salarié le suivent quand il changera de maison. Ne faut-il pas fournir des références ? Et à quoi servent ces références si ce n'est de permettre à l'employeur de se renseigner sur le compte du salarié ?

En RFA, nos compagnons anarcho-syndicalistes ont boycotté le recensement fédéral. Ils appellent maintenant à la résistance contre l'introduction des PIS, déjà dénoncés chez Opel et Daimler. C'est une rude bataille qu'ils mènent seuls pour le moment, les centrales syndicales réformistes restant plutôt tièdes face au projet.

Martine (liaison Bas-Rhin)

## SOUS LA CROIX GAMMÉE, LE CAPITAL

A DOLF Hitler, peintre viennois qui se fit surtout connaître avec ce qu'on ne nommait pas encore un « best seller » qu'il intitula *Mein Kampf*, a toujours fait vendre... Déjà, son bouquin lui permit de vivre pratiquement jusqu'au jour où il se tira une balle dans le citron... encore qu'il était préférable, pour des raisons évidentes de santé, d'acheter la prose du Führer, à une certaine époque, outre-Rhin, ce qui explique pour beaucoup les ventes fabuleuses de ce bouquin...

Bon. Hitler n'est plus là pour toucher ses droits d'auteur, c'est déjà ça de gagné..., mais que systématiquement il revienne à la une de l'actualité pour engraisser des margoulins sans scrupule, ça commence à bien faire...

Cette fois, c'est le mystère des carnets secrets de Hitler... Depuis une semaine, les médias nous tartinent à longueur de journées la rocambolesque histoire de soixante carnets où le dictateur nazi nota de 1938 à 1945 toutes ses pensées profondes, et sous couvert d'apporter de l'eau au moulin de l'Histoire, des petits futés utilisent encore et toujours la croix gammée pour se faire du blé sur les fantômes des gogos.

L'hebdomadaire allemand *Stern* a racheté, pour une somme colossale, les carnets à on ne sait pas trop qui, et maintenant c'est la grande foire aux enchères avec le *Sunday times* et *Paris Match* pour publier les documents. Et les historiens de se

chamailler pour savoir si les carnets de Hitler sont authentiques ou bien s'il s'agit d'un magistral plagiat pour réhabiliter le Führer (n'écrit-il pas dans un des carnets qu'il « déplore » les agressions antisémites, ce qui paraîtra bizarre à ceux qui ont lu son point de vue sur la question dans *Mein Kampf* !!),

et toute la presse de nous ex-citer avec la tronche du moustachu hystérique, et tous les bons cons de se précipiter dans les kiosques pour tout savoir sur l'intimité du grand méchant loup, en sautant les pages ennuyeuses traitant de la solution finale, pour s'émouvoir sur celles parlant de la petite culotte d'Eva Braun...

C'est du moins ce qu'on peut supposer, car le contenu des carnets n'est dévoilé qu'au compte-gouttes, les publicitaires ménageant leurs effets, tiroir-caisse oblige !

Ras-le-bol de ces conneries ! Le cinéma pseudo-historique fait autour de cette affaire entre dans une formidable opération financière visant à ramener le nazisme à un film-catastrophe alléchant, au même titre que le projet de procès télévisé de Klaus Barbie ou les pubs ignobles pour les cassettes vidéo d'*Holocauste* !

Tous ces historiens, pisse-copies sinistres, travaillant à la commande, contribuent à maintenir les gens dans l'ignorance des raisons pour lesquelles Adolf Hitler et son gang sont arrivés au pouvoir... C'est là qu'est l'œuf du serpent...

Quand les capitalistes voient monter le mouvement révolutionnaire, ils se résignent à laisser faire le fascisme, à condition que leurs intérêts soient préservés. Le fascisme trompe les gens en se proclamant anticapitaliste, parti du peuple, etc. et le tour est joué... Quand le capitalisme n'a plus intérêt à soutenir son gardien trop encombrant, il le laisse tomber... pour se faire du fric quarante ans après sur le monstre qu'il a produit... Il n'y a pas de petits profits...

Derrière la croix gammée se cache le capital. Il est temps de s'enfoncer ça dans le crâne...

Gil

(groupe Libertad)



S UR l'antenne de Radio-Libertaire Paris, les représentants de la Ligue des droits de l'homme sont venus faire le point sur l'incarcération de Vanni Mulinaris.

En 1968, V. Mulinaris participe aux événements de mai et rencontre, comme beaucoup d'autres, Renato Curcio, futur animateur des Brigades rouges. Au moment où une partie des contestataires italiens bascule dans le terrorisme, Mulinaris fonde, avec quelques amis, une communauté de réflexion et, en 1976, il crée à Paris une école de langues. Cette initiative, timide à l'origine, va connaître un succès certain et devient l'école Hyperion, qui jouit actuellement d'une réputation de sérieux et de qualité.

Depuis l'époque, déjà lointaine, de l'après-mai 68, Vanni Mulinaris et ceux qui animent cette école ont rompu tout lien avec un quelconque mouvement politique. Cela n'est pas l'opinion du juge Amati de Milan, qui « décide » que Vanni Mulinaris est le cerveau du terrorisme international. Il demande deux enquêtes au ministère de l'Intérieur français, enquêtes totalement infructueuses.

Sûr de son bon droit, Vanni va passer quelques jours de vacances chez ses parents à Udine. C'est là, alors qu'il revenait d'acheter une

baguette de pain (sic) que les carabinieri, jouant les Zorro d'opérette, l'ont arrêté. Depuis cette date, le 2 février 1982, depuis quatre cents jours, il croupit dans des prisons de haute sécurité, à cent kilomètres de ses juges et de sa famille, accusé de mille forfaits, alors que son dossier est absolument vide, si ce n'est que le juge a réussi à rassembler quelques déclarations de repentis, déclarations qui sont toutes postérieures à l'arrestation.

La presse italienne, déchaînée, a embêté le pas à la magistrature, et ancre dans l'opinion publique italienne l'idée que Vanni Mulinaris est le chef d'orchestre clandestin du terrorisme international et que l'école Hyperion en est le centre.

Depuis plus d'un an maintenant, Vanni est en prison. Un comité de soutien a été créé en France, des avocats français et italiens le défendent au prix de mille difficultés.

Il est impératif que l'opinion publique internationale se manifeste pour faire libérer un homme innocent de tous les actes dont on l'accuse.

Y.P.

## Réflexions sur le voyage du roi de France en Suisse

**F**RANÇOIS Mitterrand, roi de France, a été reçu en Helvétie avec tous les honneurs qui lui étaient dus... avec moins de cirque cependant que pour le pape ou la reine d'Angleterre, car enfin, le roi de France est socialiste, et même si il se déplace avec une suite de cent quarante larbins (des ministres aux gorilles), il fait un peu moins dans la cocotte dentelée.

Il faut dire que la classe politique, affairiste et journalistique suisse était toute émoustillée... depuis 73 ans que notre beau pays n'avait plus reçu la visite d'un roi de France ! Certains y voyaient la marque d'un fâcheux laisser-aller, peut-être même d'un désintérêt coupable... Mais dès qu'il a posé le pied sur le sol helvétique (qu'il n'a d'ailleurs pas baisé), ces petites rognons ont été bien vite oubliées car il a le compliment facile, le geste sobre et le ton affable. Il sait être grand seigneur.

Il est certain que la classe politico-affaire-journalistique a apprécié le voyage : le roi a su habilement rayer le mot contentieux du dictionnaire des relations franco-suisse, pour insister sur ce qui rapproche les deux pays... Le roi a su opportunément faire étalage de sa grande connaissance de l'histoire et de la culture helvétique, il n'est pas tombé dans le piège des vieux clichés parisiens faisant du peuple suisse un peuple de bergers ou de banquiers (c'est pour cela que le roi a été reconnu homme de savoir alors que les journalistes français restent des imbéciles)... Le roi a su flatter l'opinion publique en faisant l'éloge de notre démocratie modèle, de notre fédéralisme, de notre grande sagesse dans le domaine des affaires, de notre dynamisme dans le domaine de la recherche, etc. Le paradis, pas seulement pour les capitaux !

Bref, le roi a su se faire aimer, même par ceux qui dénigraient le royal-socialisme. Comme on dit chez nous : « On a été déçu en bien. »

La population a été moins charmée que la classe politico-etc. par le numéro royal. Les structures et les mœurs politiques sont différentes ; le culte de la personnalité ou de la fonction est suspect. Le peuple suisse a regardé le cirque élyséen d'un œil plus amusé, voire goguenard, qu'impressionné ou envieux.

De toute manière, qu'il s'agisse du royal-socialisme français ou de la bourgeoise-démocratie suisse, ce ne sont que deux façades du même édifice, celui du capitalisme privé, du « bon »

capitalisme. Pour cette raison, il n'y a pas de contentieux, mais simplement des différences d'appréciations, quelques petites incompréhensions par-ci par-là, que des discussions franches et cordiales entre grands commis d'Etats ont eu tôt fait d'aplanir.

Car pendant que le roi paradait et discourait, les quatre ministres : Henu, Cresson, Delors et Cheyron, ainsi que quelques fonctionnaires, rencontraient leurs équivalents helvétiques.

Il a été question des problèmes douaniers, la Suisse reprochant à la France son protectionnisme qui cache son nom (chicanes administratives, taxes diverses), particulièrement en ce qui concerne les produits pharmaceutiques. Les mesures d'austérité sont également peu appréciées de notre côté du Jura, car 8,5% des étrangers passant leurs vacances en Suisse sont français. L'évasion des capitaux français vers le « paradis helvétique » n'a été abordée que du bout des lèvres, en tout cas officiellement, car le roi a prétendu qu'il s'agissait d'un problème uniquement français et que les banquiers de Genève ou Zürich n'attiraient pas les fortunes étrangères avec trop de zèle (c'est aussi simple que ça de se faire aimer et d'éviter les frictions). Henu en a profité pour vanter les mérites de l'industrie française d'armement et pour glaner quelques renseignements sur le fonctionnement de notre armée. Quant aux grands commerçants suisses, ils regrettent que les échanges franco-suisse soient trop favorables à la France.

Il serait long d'énumérer tous les points abordés, et cela n'a pas grande importance. L'occasion était belle de procéder à quelques réajustements discrets favorisant les patrons d'ici et là et de raffermir les liens d'amitié entre nos deux Etats, qui ont bien besoin de se serrer les coudes en temps de crise... le tout en douceur, sans grands chambardements. Il ne s'agissait pas de décrocher de fabuleux contrats (la Suisse n'est pas le Tiers-Monde), mais de normaliser les relations économiques. C'est fait.

Les rencontres de ces grands commis sentent à la fois le souk et le Café du Commerce. En fin de compte, le roi et sa suite n'ont été que des voyageurs de commerce, mais sur ce point, nos deux Etats peuvent s'entendre.

De notre correspondant à Genève  
Ph. L.

GRÈCE

## RÉPRESSION

**L**A répression contre les anarchistes continue. Le 29 mars 1983, Kiriakos Miras et Fotis Danatos ont été conduits devant la cour d'appel d'Athènes et condamnés respectivement à 12 et 14 mois de réclusion, pour avoir participé à une manifestation qui s'était tenue le 13 avril de l'année dernière contre les tortures et les suicides qui ont lieu dans les prisons grecques.

Les deux compagnons ont refusé d'être défendus par des avocats et ils se sont défendus en tant que militants anarchistes, considérant en outre la condamnation comme une simple punition donnée à cause de leur appartenant au mouvement libertaire et non pour un délit spécifique.

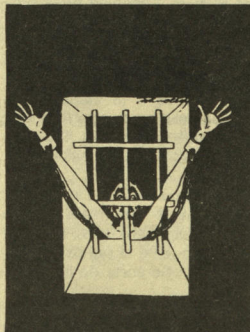
Kiriakos Miras, avec Sofia Kiritisis, Philip Kiritisis et John Skandalis, avait entrepris, dans la période 79-81, quelques longues grèves de la faim, qui, le 24 juillet 81, avaient abouti à la libération de Sofia Kiritisis et le 24 décembre 81 à celle de Philip Kiritisis, de John Skandalis et de Miras. Depuis, l'Etat grec a montré ouvertement la volonté de se venger, en tenant Sofia Kiritisis sous une étroite surveillance, en arrêtant Skandalis, libéré seulement après avoir subi un dur tabassage de la part de la police et, fait dernier et non moins important, en incarcérant le 22 mars 83 les deux compagnons Kiriakos Miras et Fotis Danatos.

Depuis le premier jour de leur détention, Fotis et Kiriakos ont commencé une grève de la faim qui, le 15 avril (date à laquelle nous sont parvenues les informations), avait atteint le quatorzième jour.

Ces arrestations sont tout à fait illégales et sont le début d'un nouveau terrorisme d'Etat en Grèce. Les libertaires helléniques solidaires avec les deux compagnons incarcérés ont organisé un comité de soutien qui a déjà abouti à une grande manifestation dans le centre d'Athènes (1<sup>er</sup> avril 83).

Pour notre part, nous pensons qu'il est de grande importance d'informer tous les compagnons libertaires de la grève de la faim en cours et leur demander leur soutien avec tous les moyens disponibles, en envoyant aussi des lettres de protestation aux ambassades grecques présentes dans les pays respectifs.

Informations transmises par la CRIFA (Commission de relation de l'Internationale des fédérations anarchistes)



ITALIE

## Construction d'une base militaire à Comiso

**N**OUS repreneons ces quelques informations en provenance de Comiso. La semaine prochaine, nous parlerons plus longuement des luttes de nos compagnons anarchistes contre cette base de missiles nucléaires.

Comiso est une agréable petite ville de 27 000 habitants, située au sud-est de la Sicile. Elle risque d'être saccagée par la construction d'une base militaire appelée « Magliocco », qui doit recevoir 112 missiles nucléaires de type « Cruise », ainsi que sept mille soldats avant fin 1983.

Comiso est devenue un enjeu international important, car elle est le premier pas vers un déploiement de missiles « Cruise » en Europe (Italie, Allemagne, Grande-Bretagne, Hollande, Belgique), suite à la convention de Bruxelles de décembre 79 entre l'OTAN et l'Europe.

L'Italie est le premier pays qui donna son accord. Les raisons de la construction de cette base sont le contrôle de l'Afrique du Nord (en particulier de la Libye), ainsi que du Proche-Orient. Par sa situation stratégique, la Sicile fut choisie.

Le maire de Comiso, M. Catalano, est socialiste. Il est en accord avec la ligne politique du ministre de la Défense, M. Lagorio, lui-même socialiste. Il existe beaucoup de contacts entre de hauts responsables de l'OTAN et les élus municipaux de Comiso.

Par l'intermédiaire du ministère de la Défense, l'Italie est le premier des pays européens à accepter l'implantation de missiles nucléaires de type « Cruise » (un missile est égal à vingt fois la bombe d'Hiroshima).

Le ministre de la Défense déclara publiquement, le 13 octobre 1982, qu'un puissant programme de réarmement allait se mettre en place dans le pays. Il parla de la « double identité de l'Italie » qui est à la fois un pays méditerranéen et européen, étant intéressé par la Sécurité non seulement dans le cadre du contexte atlantique, mais surtout dans le contexte méditerranéen. Il annonça une nouvelle « philosophie militaire » en ces mots : « ... afin de mettre en place une armée compétente, définitivement disponible, avec des ressources financières, le présent ministre de la Défense s'occupe de reconstruire la Défense italienne ».

La démocratie chrétienne, qui est le parti majoritaire, est bien sûr pour ce programme de nucléarisation militaire.

La position du Parti communiste est très ambiguë sur Comiso. Il réclame timidement un arrêt des travaux, mais en aucun cas l'abrogation du programme de l'OTAN. Il se repose sur les accords de Genève. Comme le Parti socialiste italien, il vise la majorité des sièges du Parlement et ne désire pas prendre des positions fermes et claires. Il est prêt à tous les compromis pour recueillir le maximum de sympathisants.

La situation économique et sociale est très tendue en Italie. Le pays est partagé en deux : le Nord, exploiteur, imposant sa politique économique ; le Sud, exploité dans une pauvreté entretenue et maintenue. L'industrie, dans le Sud, est pratiquement inexistante. L'agriculture et la pêche sont les principales sources de revenus. La militarisation est importante dans le Sud. Cette situation va être aggravée par un nouveau programme militaire prévoyant le transfert de nouveaux contingents militaires du Nord vers le Sud. Ce dernier regroupe déjà presque toutes les troupes italiennes jusqu'à la hauteur de Rome, la Sicile et la Sardaigne comprises. La Sicile et la Sardaigne sont incroyablement militarisées avec l'implantation d'importantes flottes navales.

Cette politique économique discriminatoire maintient la population dans la résignation et l'indifférence.

La mafia joue un rôle très important dans cet état de faits par ses relations étroites avec le gouvernement, ainsi que sa politique d'intimidation envers la population. Elle s'infiltrer dans tous les programmes pouvant lui rapporter de gros profits financiers. A Comiso, elle pratique la spéculation en achetant des terrains et en les revendant à prix fort à l'OTAN. La mafia a déjà acheté des terrains excellents pour l'agriculture et d'autres pour la construction d'habitations, afin d'implanter des villas et des restaurants ou bien des pavillons en faveur des soldats américains et de leurs familles.

De nombreuses personnes, qui compromettaient la mafia, ont été assassinées ; en particulier le général Dalla Chiesa (tué en septembre 82), lequel avait un rapport secret inquiétant fortement la mafia. Pour avoir fouillé dans les affaires de celle-ci, le juge Terranova Matanella (président de l'Assemblée régionale sicilienne), Costa (juge) et La Torre (leader PC sicilien) ont été assassinés.

Cette nouvelle base a été un aéroport SS durant la période du fascisme mussolinien. A la fin de la guerre, il fut désaffecté. Sa superficie est de cent hectares, et il est prévu une expropriation de trois cents hectares. Il y a eu une première expropriation de trente hectares en décembre 82, qui a permis d'entamer les travaux pour une piste d'aviation. Des travaux souterrains ont commencé : ce sont des abris antinucléaires dans lesquels seront installés des systèmes de contrôle et de protection militaire. La base sera séparée en deux parties : une pour les logements et l'autre pour l'arsenal militaire.

Les travaux prennent une ampleur inquiétante et avancent rapidement. A l'heure actuelle, 320 ouvriers travaillent à l'intérieur de cette base à raison de dix heures par jour, et même le week-end ; certains d'entre eux travaillent la nuit, la législation du travail italienne étant plus ou moins respectée. Le budget engagé dans ce projet de la mort était, fin 1982, de mille milliards de lires.





Il y a quelques années, la charmante Juliet Berto nous envoyait dans les yeux un long métrage de qualité intitulé *Neige*. Ce film apportait de nouvelles sensations traînées par des comédiens oubliés par les gros producteurs. Ce long métrage obtenait même une sucrerie au Festival de Cannes et pouvait ainsi être distribué dans cinq salles parisiennes.

Aujourd'hui, la « paumée du ciné français » a vieilli ; elle s'est entourée d'une bonne équipe technique et a gardé sa fidélité aux comédiens rejetés par les maisons de production. Juliet Berto et Jean-Henri Roger veulent nous embarquer dans une histoire policière très sombre qui se déroule dans la capitale de l'arnaque et du soleil : Marseille.

Les rivalités entre dans, les passions entre bandits sont justement appuyées par des dialogues très « cinéphiliques ». L'intrigue bouillonnante, la fuite de ce troupeau de paumés sont fortement rendues par une technique de caméra évidente. Pourtant, le spectateur a du mal à s'accrocher à la jupe serrée de Juliet Berto qui patauge entre les parrains — espèces de vieux croustons en voie d'épuisement — et les nouveaux caïds — sortes de Corto Maltesse égaré sur la Cannebière.

Certes, l'histoire démonte peu à peu les mécanismes de l'embrouille ; Jean-Claude Brialy est excellent en gangster bon chic bon genre ; Richard Bohringer *Divia, j'ai épousé une ombre* est de mieux en mieux ; et Richard Anconina nous promet des lendemains enchanteurs. Juliet Berto est tout de même une femme courageuse et obstinée. Après nous avoir raconté l'histoire de « la blanche » à Pigalle, elle nous montre le vice au soleil, avec son flic trop curieux et sa municipalité complice.

*Cap canaille* n'est nullement un mauvais film, mais à force de vouloir bien faire, on peut parfois oublier le rythme nécessaire à cette sorte de long métrage.

Roger  
(groupe de Versailles)

POÉSIE

## « DOSE LÉTALE »

de Thierry Maricourt

« *J* E ne suis pas partisan de la non-violence, bien que je sois pacifiste jusqu'au fond de l'âme. J'utilise déjà des armes pour contrer le pouvoir. Mes mots sont des armes. Mon insoumission est une arme. Je veux avoir le choix des armes. »

Le ton est donné. *Dose létale*, de Thierry Maricourt, est un recueil de poèmes, un ensemble de textes, plus exactement un long poème qui se ne contente pas de trouver en lui-même sa propre justification.

« Poème ouvert », pourrions-nous dire. « Poème ouvert », tout comme il existe les « lettres ouvertes ». Poème ouvert à la face du pouvoir, mais aussi à la face de ceux qui le créent, l'acceptent et le perpétuent.

Thierry Maricourt est insoumis. Mais son insoumission n'est, pour lui, qu'un aspect de sa révolte, plus globale, révolte résolument anarchiste, révolte contre tout ce qui opprime. Et c'est là où la poésie et l'insoumission se rejoignent.

Poésie intelligente, où il ne s'agit pas d'écrire un discours de propagande artificiellement découpé et rimé, mais où l'on plonge à la source de sensation, au sentiment de l'existence et de sa condition : l'individualité en proie aux sensations, aux sentiments, aux mots, et qui sait qu'un refus, une insoumission, est toujours constructive. Faire un pas en avant. En sachant qu'au bout de nos pas, nous « ferons la belle ». Nous sortons de ce monde comme l'insoumis sort des rangs. Et des troupes.

« *Au tir précis d'une arme à feu/ Ma vie ne fera pas long feu/ (...)/ Au temps d'avant les cheveux blancs/ (...)/ Elle dira en face à face/ viens jouir en ma beauté de nuit/ De mort et puis d'amour aussi.* »

« *Au terme d'une beuverie/ Au terme d'une longue nuit/ Au terme d'un chant de marée/ Mourir comme pour se marier.* »

Serge Pieters

*Dose létale*, de Thierry Maricourt. En auto-édition. En vente à la librairie du Monde libertaire.

THÉÂTRE

## « L'incroyable et triste histoire de la candide Erendira et de sa grand-mère diabolique »

D'UN côté, l'auteur de *Candide Erendira*, Gabriel-Garcia Marquez, prix Nobel de littérature pour *Cent ans de solitude*, colombien, taxé de « gauchisme » par le régime de son pays, et qui vient tout juste d'obtenir la permission d'y retourner.

De l'autre, Augusto Boal, brésilien, ancien directeur du théâtre de l'Arena à Sao Paulo.

Le coup d'Etat de 1964 oblige Boal à inventer de nouvelles formes de théâtre : ce sera la naissance du théâtre de l'opprimé torturé. En 1971, Boal se réfugie en Argentine, au Chili, au Pérou, expérimentant le « théâtre-invisible » dans les rues, les trains de banlieue, les marchés. Arrivé en France en 78, Boal y monte donc non pas *Cent ans de solitude*, mais *Candide Erendira*.

La pièce est tirée d'une nouvelle de Marquez, tirée d'un fait

divers réel : une grand-mère qui prostitue sa petite-fille. La grand-mère, Marina Vlady, est monstrueuse, pèse cent cinquante kilos, maintient sa petite-fille en esclavage et éructe sa rage sur tout ce qui passe à sa portée.

Erendira, aidée de son jeune soupissant, tente de tuer l'odieuse grand-mère, qui résiste. Une fois libérée, Erendira partira seule. Cette histoire, ou plutôt ce conte, est très simple, presque naïve. Elle ressemble à ces fabliaux du Moyen Age, où se mêlaient obscénité, rires et poésie.

Il faut saluer la performance de Marina Vlady et aussi la mise en scène de Boal, qui est efficace, colorée et populaire.

Colette

*Candide Erendira*, jusqu'au 4 juin, à 20 h 30, au TEP (17, rue Malte Brun, Paris-20<sup>e</sup>, métro Gambetta. Tél. : 636.91.02).



NOTES DE LECTURE

## « La Rue » n° 32

revue du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste

EN règle générale, les revues anarchistes ont du mal à passer le cap de quelques années de parution. Leur spécialité, c'est davantage le cent mètres de la révolte, départ en trombe, grandes envolées, les crocs qui étincellent au soleil du verbiage..., plutôt que le marathon de la révolution !

Dans ce firmament d'étoiles filantes, *La Rue*, la revue du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, brille d'un autre éclat. De celui de la ténacité ! De celui d'une volonté farouche de changer les choses à un autre niveau que celui de l'apparence ! De celui qui distingue les gens sérieux des agités d'un instant !

Depuis une quinzaine d'années en effet, depuis un certain mois de mai 68, pour être tout à fait précis, *La Rue* n'a pas varié d'un millimètre. Deux, trois, quatre fois l'an, elle nous livre un numéro peaufiné, solide, qui rythme l'actualité sans pour autant sacrifier aux modes du moment.

On l'aura donc compris, chaque numéro de *La Rue* est un petit événement ! Un petit monument de qualité ! Une petite bombe théorique et littéraire ! La preuve par neuf de la capacité de l'anarchisme à s'inscrire dans le passé, le présent et l'avenir..., et donc dans l'histoire !

Le numéro qui vient de sortir, le 32<sup>e</sup>, est à l'image de tous ceux qui l'ont précédé. Incisif ! Mordant ! Brillant ! De qualité ! Sérieux !... Remarquable !

Dans la rubrique « Notre temps », un article de M.-C. Calmus : *Révolution culturelle en lycée technique, nous fait vivre l'itinéraire tout en révoltes et en espoirs d'un prof de LEP. Matéo Kobia, quant à lui, nous raconte avec brio dans : Nouvelles Mesures pour l'emploi : alchimie ou illusionnisme, les tenants et les aboutissants de la stratégie socialo-communiste en matière de lutte contre le chômage. Colette Pibault dans : La Bureaucratie dans les pays de l'Est, nous balade toutes griffes dehors dans la citadelle du capitalisme d'Etat. Roland Bosdeveix dans : De la théorie économique marxiste aux faits, se livre à une véritable autopsie de l'imposture marxiste en matière économique. Et Vincent-Nicolas Trifon dans : Dissidence et opposition ouvrière au capitalisme d'Etat, nous conte l'évolution de la dissidence dans l'empire des nouveaux tsars et ses satellites.*

Dans la rubrique « Pages d'histoire », Maurice Joyeux dans : La FA et la révolte de la jeunesse, nous retrace avec verve et talent l'histoire de la Fédération anarchiste de 1966 à 1968, et Claude Aurent dans : L'insurrection des Basses Alpes, nous fait revivre le soulèvement des Basses Alpes en décembre 1851, soulèvement consécutif au coup d'Etat de Napoléon III.

Au chapitre des inédits, eh oui, un texte d'Alexandre Berkman : Nestor Makhno, l'homme qui sauva les bolchévicks, avec une introduction et un commentaire d'Alexandre Skirda (1).

Deux nouvelles, enfin : Brasserie de RMQS et Les Glaneurs d'étoiles de R.-N. Brogniez-Moulin.

Comme on le voit, ce numéro de *La Rue*, comme tous les autres d'ailleurs, est copieux. Copieux, varié... et passionnant. C'est un numéro à lire ! Et à relire, même ! Vous verrez, vous ne regretterez pas vos trente balles !

Autre chose encore, *La Rue*, si elle est une revue de qualité, n'en a pas moins des problèmes d'argent du fait d'une distribution au compte-gouttes, voire inexistante. Aussi est-il recommandé de s'abonner (2). C'est une bonne affaire pour vous. Et c'est important pour la revue, qui dispose ainsi d'une rentrée d'argent conséquente. Alors n'hésitez pas ! Comme cela, vous serez sûrs de recevoir les numéros qui suivront, Le prochain, un numéro spécial consacré à Marx, sera lui aussi un événement à ne pas manquer.

Bref, abonnez-vous et bonne lecture !

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Alexandre Skirda, auteur de : *Makhno : le cosaque de l'anarchie*. Le meilleur bouquin existant sur Makhno., A lire. En vente à la librairie du Monde libertaire : 110 F.

(2) 90 F les quatre numéros. Profitez-en car les tarifs d'abonnement vont augmenter avec la sortie du prochain numéro. Pour tous renseignements, écrire à *La Rue* : 18, Grande Rue, Vert, 78930 Guerville.

Les dimanches matin sur Radio-Libertaire — 89, 5 FM (sur Paris et Proche région)

« LA GRASSE MATINÉE »

(tous les dimanches matin, de 9 h à 12 h)

« R ESTEZ au lit. Faites des mamours, des serments, ou des gouzis-gouzis à votre amant, à votre maîtresse. Jouez avec vos enfants. Caressez vos petits chats ou vos petits chiens. Révez dans votre baignoire ou reprenez un dixième petit bol de café, mais surtout, n'allez pas à la messe. »

Voici le message que nous tenons le dimanche matin sur Radio-Libertaire. Message profond, puissant et écouté qui, porté par les ondes, s'étend sur la région parisienne.

Afin d'inciter au farniente, nous offrons aux auditeurs un programme de disques légers, de chansons tendres ou libertines, de textes doucement anticléricaux.

Notre dessin est de traiter toutes choses par le truchement de l'humour. Chacun sait que celui-ci est autrement destructif que le plus docte des sermons.

La matinée se passe avec Pierre Perret et ses chansons coquines, Colette Renard et ses mélodies audacieusement gaillardes, Coluche et ses sketches hautement corrosifs.

A la rescousse, viennent les disques choisis des superbes insolents que nous aimons, auteurs et interprètes confondus : Léo Ferré, Prévert, Francis Blanche, Anne Sylvestre, Bernard Dimey, Font et Val, Boris Vian, Georges Brassens, Guy Bedos, Jacques Baudoin, Bobby Lapointe, etc.

Humour et amour mariés pour trois heures, c'est dans un optimisme béat que nous engageons nos amis à l'écoute à faire n'importe quoi (et même rien du tout) plutôt que d'aller se plonger dans les pénombres sulfureuses des sacristies.

Lorsque l'heure est venue du dominical apéritif, c'est-à-dire vers midi, nous levons le verre de l'Amitié et de la Liberté dans le studio. Les micros indiscrets laissent parfois passer l'écho d'une bouteille qu'on débouche, et animateurs, techniciens, invités réunis trinquent avec la tranquille assurance de ceux qui ont rempli un devoir humanitaire.

« LA CHANSON DE PARIS »

(tous les dimanches matin, de 12 h à 14 h)

L' EQUIPE de la Grasse Matinée reste en place pour cette Chanson de Paris qui a déjà six mois d'existence. L'invariable générique est chanté par Georges Thill, ténor de l'Opéra. Enregistrement tiré d'un film de 1934.

Cette émission, qui épargne aux auditeurs les prestations télévisées de Jacques Martin, est toute à la gloire de Paris et de sa banlieue.

Nous savons, depuis longtemps que les pouvoirs et les édiles de la capitale ont fait le choix de vider la grande cité de son prolétariat.

De 1789 à Mai-68, en passant par 1848 et la Commune, les princes qui nous gouvernent souhaitent un électoral convenable pour la capitale. Lorsqu'on tient Paris, on tient une bonne partie de la France. L'éblouissant 100% de Chirac aux dernières municipales en est la démonstration évidente.

Destruction des vieux quartiers, spéculation immobilière, raréfaction des locations, loyers à prix prohibitifs, création de cités-dortoirs, abandon des petites entreprises, liquidation de l'artisanat de quartier, déplacement des populations (par RER interposé) à 30 kilomètres de Paris, éloignement des zones industrielles, politique hystérique de peur urbaine ont profondément changé notre bonne vieille ville.

Notre Chanson de Paris, avec énergie, mais sans trop d'espoir, s'inscrit en faux dans ce complot détestable. Notre riposte est faite de poésie. Nos armes sont des chansons. Nos alliés sont les poètes et les petites gens du peuple.

Nous archivons, pour les générations qui viendront, la mémoire d'un Paris que nous avons connu. Nous faisons revivre les quartiers populaires, nous allons interviewer les survivants d'une époque révolue, et nous invitons les témoins d'une façon de vivre qu'on veut faire disparaître.

Nous évoquons les tramways qui rouillent dans des décharges, les guinguettes désenchantées, les petits bals populaires, les cafés-concerts de quartiers, les péniches de l'aventure, les bateaux-mouches de Radiguet, l'âme des chevaux partis avec les derniers pavés, les canotiers des bords de Marne, les fritures oubliées, les accordéons de Carco et les filles sans cœur de Mac Orlan.

Nous parlons des petits métiers assassinés : chanteurs des rues, virtuoses du limonaire ou de l'orgue de Barbarie, vitriers ambulants, marchands de chiffons, bougnats noirs de charbon, rémouleurs prophétiques, marchands de glaces et de chataignes venus des vallées tessinoises, avaleurs de feu aux lèvres douces, leveurs de poids en carton, mini-cirques tonitruants, raccommodeurs de faïence et de porcelaine, camelots bavards, briseurs de chaînes et cordonniers sentencieux...

Marlous intraitables, Paganini de la java, accrochés de comptoirs, ivrognes poétiques, peintres sur l'éternelle file d'attente, poètes assassinés au coin de l'hémistiche, gabelous des octrois embrumés, porteuses de pain ou de lait, midinettes rigolardes, marchands de plaisirs, saute-ruisseaux, coursiers attardés, clochards sublimés par l'absinthe, et tous les malins, tous les gentils...

Par la chanson et par la poésie (souvent par les deux à la fois), nous sommes à la recherche d'un Paris bon-enfant où il faisait bon vivre, où le soir après dîner les gens descendaient dans les rues, se promenaient ou installaient des chaises devant leurs portes. Où les enfants jouaient sans crainte du Croque-Mitaine, où chacun parlait naturellement avec quiconque, et où les passants chantaient à haute voix sans que nul ne s'en étonne.

Un Paris où les habitants n'étaient pas enfermés dans leur

égoïsme et derrière des portes blindées. Où les rues n'étaient pas un gigantesque parking et où chaque humain n'était pas coincé, vociférant et isolé dans une petite cage de ferraille appelée automobile...

Cette Chanson de Paris entrecoupée de témoignages est composée de disques qui, par la voix des auteurs ou des interprètes, nous parlent de la grande ville que nous aimons.

Ce sont Bruant, Renaud, Ferré, Fanon, Piaf, Pia Colombo, Prévert, Fréhel, Thill, Debronckart, Brassens, Morelli, Mouloudji, Florencie, Germaine Montero, Francis Lemarque, Marie Ecorce, Daniel Vachée, Catherine Sauvage, Gréco, Ferrat, Damia, Alibert, Cerizier, Albert Préjean, Solleville, Bernard Dimey, Jean Sommer, Chevalier, Carco, Aurenche, Patachou, Montand, Sauvane, Mac Orlan, les Frères Jacques, Brel, Pierre Perret, Tachan, Caussimont, Béart, Florelle, les Frères Amara, Escudero, Louki, Rosalie Dubois, Colette Renard, Michel Murty, Ogeret, Michel Bühler, Reggiani ou Fred Gouin. Et puis bien d'autres que nous oublions ici. Sans parler des disques que nous offrons ou nous prêtent les auditeurs.

La Grasse Matinée, la Chanson de Paris et quelques invités, voilà le programme des matinées du dimanche sur Radio-Libertaire.

Nous recevons beaucoup de lettres, d'appels téléphoniques, et nous vous en remercions. Nous attendons vos témoignages, vos souvenirs, vos chansons, car ces émissions (comme toutes les autres, programmées sur Radio-Libertaire) nous entendons les faire pour vous et avec vous.

Rendez-vous donc tous les dimanches, sur la modulation de fréquence, 89,5 MHz (sur Paris et proche région), de 9 h à 14 h, pour la Grasse Matinée et pour la Chanson de Paris.

Angelo



Angelo

Prochains invités de Radio-Libertaire

- Jeudi 5 mai : « La vie d'artiste » (16-18) : l'ensemble instrumental « La Bruyère » du théâtre de La Bruyère.
- Vendredi 6 mai : « La bourse et la vie » (10-12 h) : des étudiants en droit répondent aux questions d'auditeurs (262.90.51).
- 13-14 h : Michel Ragon invite Théophile et commente « Le Radeau de la mémoire » de Marien et l'Honoré 83.
- « L'invité quotidien » (20-22 h) : la Ligue des droits de l'homme.
- « Je veux aller sur la rive d'en face » (22-24 h) : suite de l'expérience de création en direct. Avec : Degó, Renaud, Hill, peintres.
- Samedi 7 mai : « Croissant show » (9-12 h) : sur Léo Ferré.
- 19-20 h : Jay Gottlieb sur la jeune génération de la musique contemporaine américaine.
- « Paris Banlieue Blues » (22-24 h) : la nouvelle loi sur le service national.
- Dimanche 8 mai : « Jazz en liberté » (17-20 h) : Hervé Bourde, polyinstrumentiste.
- « Trisomie 21 » (20-24 h) : rock combat.
- Mardi 10 mai : « Allo maman bobo » (18 h 45-20 h) : l'équipe de L'Impatient parle de l'argile et de ses propriétés.
- Mercredi 11 mai : « Cérémonie 1984 » : avec The Furious Circle (Le Cercle infernal), 54<sup>e</sup> film inédit de Hitchcock. Version française, 1 h 30, 1954.



SPECTACLES

Ce n'est — malheureusement — pas tous les ans que l'on peut applaudir l'ami Pierrot. Alors ne manquez pas Pierre Louki, jusqu'au 14 mai à la Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, Paris-9<sup>e</sup>.

- Mama Béa sera le 5 mai au Centre culturel de Vitry.
- Bernard Haller, le 5 mai à la Chaux-de-Fonds ; les 6 et 7 à Neuchâtel.
- Odeurs à Bobino, jusqu'au 7 mai.
- Mama Béa, du 9 au 14 mai, à Bobino.
- Louis Capart, à la Tanière (Paris) jusqu'au 14 mai.
- Sol jusqu'au 12 juin au Théâtre de la Potinière (Paris).
- Festival Gaston Couté : - à La Vieille Grille (1, rue du Puits

de l'Hermitte, Paris-5<sup>e</sup>), du 5 au 7 et du 10 au 14 mai, à 22 h.

- Sur la Butte-Montmartre, avec Radio Fréquence Montmartre.
- Manuel Gaspar chantera le 7 mai à la MJC/MTP Arche Guédon, à Torcy (77) ;
- au cours des spectacles organisés par les associations portugaises de Brive (le 8 à 15 h), de Lagny (le 14) et de Corbeil (le 22 à 15 h) ;
- le 28 à la MJC Orions de Tourcoing (77) ;
- le 29 au Festival des immigrés organisé à Versailles à 15 h.
- T.C. Louis Gayard : le 5 mai à l'école SUPELEC de Gif-sur-Yvette, à 20 h 30.
- F. Montaner : jusqu'au 31 mai à 21 h 45 (relâche le dimanche) au Théâtre des Déchargeurs, Paris-1<sup>er</sup>.

## Un mai à l'envers, un mai à l'endroit ?...

**L** *E Figaro* appelle à la révolte, *Père Duchesne* des aristos dont on déguste les éditos, dans les salons, à l'heure du thé. Certains rêvent d'un « mai 68 à l'envers » avec sans doute, à l'avant-garde, les tricoteuses du 16<sup>e</sup>. *Le Monde* s'interroge gravement sur un éventuel « coup de torchon »...

Et puis voici que dans le camp de la gauche, Poperen crée la surprise. Tout en évoquant l'effritement du « soutien populaire » pour cause de rigueur, il dénonce les visées de ceux qui, à droite, « ne reculeront devant rien pour abrégé la parenthèse ». Réelle inquiétude ? Grandes manœuvres à usage interne avant le congrès du PS ? Coup de fouet aux militants ? Il y a peut-être bien tout cela à la fois dans la démarche du n° 2 socialiste.

Chirac et Labbé, il y a quelques mois, avaient lancé, comme ça, l'idée que le « socialisme » ça ne pouvait pas durer plus de deux ans. Giscard avait élaboré ses scénarios. Puis ces messieurs s'étaient presque excusés, humblement : il ne fallait pas se méprendre sur leurs propos. Et chacun de proclamer bien haut son indéfectible attachement aux institutions, à la légalité républicaine. Des dents de carnassiers comme des baïonnettes, certes, mais aussi la grande prudence des félins...

En revanche, le tout venant du parti chiraquien a la bride sur le cou. A peine si certains, comme Debré, croient-ils utiles de faire un subtil distinguo entre la légalité et la légitimité. D'ailleurs avec un bon bazooka, ces problèmes de droit se règlent aisément... Cette idée d'un grand chambardement possible s'est propagée à grande vitesse, semble-t-il, dans les troupes de l'ultra-droite et les secteurs les plus réactionnaires et les plus excités des classes moyennes.

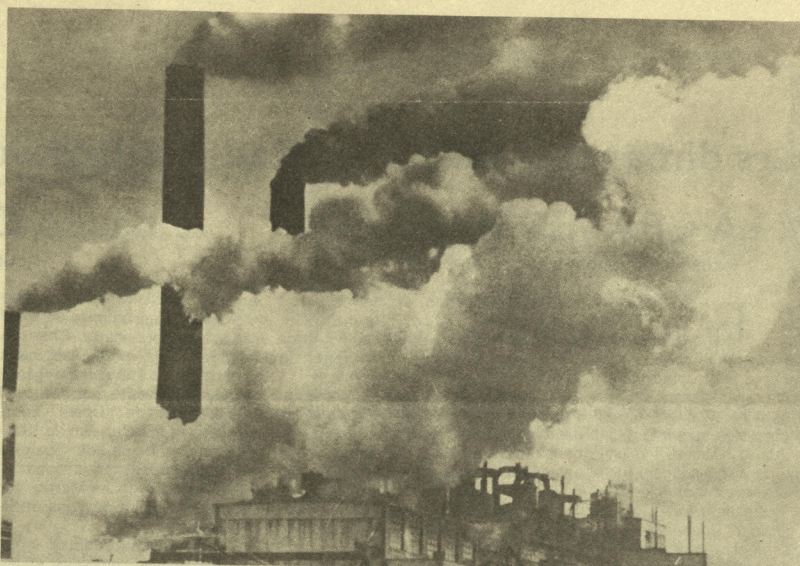
Le mécontentement des classes moyennes est endémique, quelle que soit, par ailleurs, la couleur du pouvoir en place. Pour ces gens-là, il n'y a qu'eux qui travaillent, et au moins quatre-vingts heures par semaine ! S'ils font fortune, ce n'est que la juste rétribution de leurs éminents services. Et ils ne tolèrent pas la moindre éraflure à leurs privilèges. Les cadres veulent continuer à faire payer par les OS leurs dépenses de santé et une partie de leurs confortables retraites. Ils défendent, toutes griffes dehors, leur sacro-sainte autorité. Les boutiquiers redoutent de ne pouvoir embellir autant qu'ils l'ont rêvé leurs résidences secondaires. Les médecins craignent que la médecine libérale — c'est-à-dire la médecine de profit — offre moins de ces débouchés qui permettent de bâtir des fortunes sur les misères des autres. Tous ces braves gens, pour qui un gouvernement coloré en rose pâle est une damnation et qui de tous temps ont vilipendé les ouvriers grévistes, tous ces braves gens, donc, veulent aujourd'hui descendre dans la rue. Et *Le Monde* note que « la puissante Fédération nationale des transports routiers se fait menaçante », ce qui, bien entendu, fait penser tout de suite à Santiago...

Poperen n'a pas tort d'écrire « qu'ils nous feraient, s'ils le pouvaient, un « coup du Chili » à leur manière ». Ce n'est qu'une question d'opportunité que les classes dirigeantes pourraient saisir, sinon pour établir un régime à la Pinochet, à tout le moins pour installer un pouvoir plus musclé permettant de pressurer encore plus la classe ouvrière. Il s'agirait, pour la bourgeoisie, de conserver l'essentiel de cette période de crise économique profonde dont rien ne laisse entrevoir la fin.

Agiter les classes moyennes pour mieux s'en servir est un procédé aussi vieux que le capitalisme. Dans une opération de ce genre, celles-ci ne seraient qu'un instrument et il n'est pas sûr d'ailleurs qu'elles en tireraient un quelconque avantage... A l'excitation savamment entretenue de ces couches sociales correspond le mécontentement et le désarroi des travailleurs frappés de plein fouet par la rigueur. Le pouvoir de gauche a scié la branche à laquelle il aurait pu s'accrocher. La tentation doit être donc forte à droite « d'abrégé la parenthèse »...

Quoi qu'il arrive, le problème, pour la classe ouvrière, ne serait pas de voler au secours des politiciens qui l'ont roulée dans la farine. Au contraire, il lui faudrait rompre les amarres qui l'attachent aux partis, faire sauter les clivages syndicaux traditionnels et les barrières corporatistes pour réaliser son unité à la base, s'allier aux petits paysans travailleurs, regrouper les chômeurs et tous ceux que cette société a marginalisés, et fixer elle-même et bien clairement ses objectifs. Si elle était capable d'un tel sursaut, la classe ouvrière pourrait alors refaire, bien à l'endroit, un « Mai 68 » qui ne durerait pas que l'espace d'un printemps.

S. BASSON



## FRANÇOIS ET LE NORD

« **F** RANÇOIS Mitterrand dans le Nord : l'Etat c'est moi », titrait un quotidien parisien du matin le lendemain de la première journée de son voyage. Saisissant raccourci pour le président de la République qui, à Lille, a déclaré tout mettre en œuvre pour un « redressement national ». Voilà un langage bien interclassiste pour quelqu'un qui se prétend élu par les travailleurs !

La rigueur est nécessaire au titre de « la solidarité nationale », mais celle-ci, selon les dires du locataire de l'Élysée « ne peut se concevoir et se perpétuer sans le respect de l'Etat ».

Voilà les choses claires : on est tous sur le même bateau et le grand timonier, c'est ton ton ! On conçoit aisément que le concept de lutte de classes doit un peu gêner dans ce grand rassemblement national pour que patrons et ouvriers réunis mettent notre belle France au premier rang de la compétitivité mondiale. Mais étaient-ce les paroles qu'attendaient les travailleurs du Pas-de-Calais ? Ce département repose économiquement sur trois industries : le charbon, le textile et la sidérurgie. Le moins qu'on puisse dire c'est que la désagrégation s'y est installée peu à peu. A titre d'exemple : l'industrie houillère qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale employait deux cent mille personnes, ne compte plus que vingt-deux mille personnes pour une production qui est tombée à moitié moins qu'en 76 (trois millions de tonnes par an). Du côté textile et sidérurgie, ça ne va pas mieux, surtout pour la dernière nommée. Des plans de restructuration ont été avancés çà et là. Sous la droite, cela signifiait des milliers de licenciements ; sous la gauche, la mise sur le pavé de nombreux ouvriers est toujours à l'ordre du jour. Comme quoi le parlementarisme ne change pas beaucoup le fond des choses...

Ce que le gouvernement socialo-communiste a hérité de

la gestion de la droite, il a pris soin de ne pas y toucher et de faire comme avant, c'est-à-dire en fonction des intérêts capitalistes. Ce que dénonçaient il y a quelques années les militants syndicalistes de la section CFDT d'Usinor-Dunkerque est toujours à l'ordre du jour : on veut faire passer la crise sur le dos des travailleurs.

Logique présidentielle oblige, Frantz Flatischer (« rescapé » exclu de la confédération du square Montholon, depuis secrétaire du Syndicat de lutte des travailleurs), en grève de la faim depuis le 6 avril, a été expulsé de l'aérodrome de Calais. Il entendait protester auprès de Mitterrand (1), pour sa réintégration à Usinor-Dunkerque. Les forces de l'ordre sont intervenues avec la manière forte, et c'est menotté et traîné par les pieds que Frantz Flatischer a quitté l'aérodrome de Calais. Ceci doit sûrement être pris comme un coup de pouce pour les industries traditionnelles du Nord...

Du côté CGT-CFDT, il y avait bien, durant ce voyage présidentiel, des banderoles du genre : « Bienvenue, monsieur le président, nous attendons beaucoup de vous... », mais la réalité syndicale est-elle bien traduite dans ce slogan gentil ?

A Lille, le métro qui entrera en service le 16 mai s'appelle le VAL (Véhicule Automatique Léger). Il a été inauguré par le président Mitterrand lui-même. Triste symbole de l'informatique dans un pays aux industries traditionnelles : il fonctionne sans pilote et, comme le dit le dépliant de vente pour les agglomérations : « Achetez-le. Nous l'avons fait pour vous... Et il ne craint pas les grèves du personnel ». Sans commentaires !

Si le métro de Lille veut être la « nouvelle vitrine de la région » (dixit A. Noteband, président de la Communauté urbaine de Lille), les salariés du textile de la sidérurgie et de la mine ont du mouron à se faire. Ils doivent commencer à se dire que les promesses d'avant mai 81 sont plus qu'assaisonnées à la sauce

du profit capitaliste.

« La région et l'Etat devront se prononcer sur l'avenir du gisement », a déclaré Mitterrand. La révision en baisse des objectifs des bassins français pour 1990 a coïncidé avec le voyage du président de la République, et ce n'est guère mieux dans les autres industries. Les syndicats traditionnels semblent encore jouer la carte de la « solidarité pour le changement », mais les syndiqués et les autres supporteront-ils encore longtemps que leurs intérêts soient bradés au nom de l'intérêt et du rendement et qu'un président de la République vienne leur réclamer un cran supérieur dans l'austérité ?

Jules Guesde, partisan de la liaison organique de la CGT avec le Parti ouvrier français (POF...) avait trouvé dans le Nord ses plus chauds partisans, et le socialisme électoraliste a toujours eu des bastions dans l'industrie du textile de cette région. La gauche commence à se heurter à sa propre tradition et devra assumer ses propres contradictions ! Les exemples de la Chiers ou de Denain montrent que la multitude des syndiqués de base peut agir par elle-même quand elle ne se reconnaît plus dans le syndicalisme gouvernemental qui laisse remplacer une usine de sidérurgie par une centrale atomique... Mitterrand et Mauroy devraient aussi se souvenir que le Nord est aussi la région de Benoît Broutchoux et que la classe ouvrière, lorsque ses intérêts sont en danger, sait retrouver seule le chemin de l'action directe !

Une page de l'histoire de la gauche parlementaire est en train d'être tournée dans le Nord. Les appels au redressement national ne peuvent masquer les tristes perspectives du chômage. Le gouvernement de gauche ne peut rien faire contre puisqu'il gère les intérêts du capital, pardon, de la nation française.

Jean-Pierre GERMAIN

(1) Puisqu'Usinor Dunkerque est nationalisée, Ton-ton est en quelque sorte son patron !